

Trilogie Covid-19

Une épreuve inédite pour l'économie et un vaste horizon de nouvelles opportunités



Episode 2 : Tunisie et Covid-19
Impacts et réponses avec un benchmark éclairé
(et retour sur le 1^{er} trimestre 2021)

— Prospective, Veille
et Recherche Economique

Prospective, Veille
et Recherche Economique

Série spéciale
Juillet 2021

Trilogie Covid-19

Une épreuve inédite pour l'économie et un vaste horizon de nouvelles opportunités

Episode 2 : Tunisie et Covid-19
Impacts et réponses avec un benchmark éclairé
(et retour sur le 1^{er} trimestre 2021)



Episode 1 : D'une pandémie sanitaire à une crise économique mondiale : De quelques clés de compréhension



Episode 2 : Tunisie et Covid-19 - impacts et réponses avec un benchmark éclairé (et retour sur le 1^{er} trimestre 2021)



Episode 3 : Tendances mondiales, enseignements, opportunités et perspectives

Executive summary :

Covid-19 et l'Economie Tunisienne : Une rude épreuve qui dure, des dégâts économiques et une résilience relative qu'il faut préserver pour ne pas tanguer...

Covid-19, un virus qui mute et qui arrive à tenir le monde en haleine ! Maudit Covid-19 !

Le deuxième épisode "Tunisie et Covid-19: Impacts et réponses avec un benchmark éclairé" de la Trilogie Covid-19 "Une épreuve inédite pour l'économie et un vaste horizon de nouvelles opportunités", revient sur les impacts multidimensionnels de cette pandémie sur l'économie Tunisienne, ses finances publiques et ses équilibres extérieurs.

Le PIB en 2020 a connu une contraction de 8.8% (9.2% selon la nouvelle méthodologie INS), l'une des plus élevées à l'échelle mondiale : le taux de l'intensité commerciale de l'économie Tunisienne nettement supérieur à plusieurs économies similaires (109% en 2019) constitue un facteur explicatif majeur de cette contraction. Evidemment, la croissance du PIB a été chétive durant les 9 dernières années ne dépassant pas en moyenne 1.5% et la croissance potentielle (indépendamment de la performance attendue en 2021 qui bénéficie de l'effet mécanique de base) ne dépasserait pas 3%. La reprise économique et une croissance plus soutenue et durable constituent le véritable challenge et la clé de voûte pour dépasser le contexte difficile exacerbé par la pandémie.

Les finances publiques en Tunisie, à l'instar de tous les pays dans le monde, ont subi le choc de plein fouet avec une aggravation du déficit budgétaire et corrélativement du niveau de la dette publique. Evidemment, la situation ante-Covid 19 ne pouvait pas supporter un choc similaire : **l'un des enseignements majeurs de cette crise est que les dérapages budgétaires du passé se payent "cash"...et les pays où la rigueur budgétaire était de mise ont pu apporter des réponses budgétaires adéquates en mobilisant des ressources sans remettre en cause la soutenabilité de leur situation financière.**

Du côté des échanges extérieurs, une baisse significative a été observée en 2020 aboutissant à une contraction notable du déficit de la balance commerciale qui a compensé la baisse drastique des revenus du Tourisme. Deux évolutions antagonistes, conjuguées à l'augmentation remarquable des transferts des Tunisiens résidents à l'étranger ont finalement favorisé la baisse du déficit des paiements courants (6.8% en 2020 versus 8.4% du PIB en 2019). Pour revenir à cette augmentation des transferts des tunisiens résidents à l'étranger dans un contexte de Covid-19 mondial ; et au-delà de l'élan de solidarité familiale ; il est judicieux de relever que le niveau et l'ampleur des aides financières déployées dans les pays de résidence comparativement à la Tunisie ont été déterminants pour booster ces transferts.

Au niveau de l'emploi, plus précisément au niveau de la destruction d'emplois, le taux de chômage a atteint 17.4% au 4^{ème} trimestre 2020. Une tendance lourde qui se confirme malheureusement durant le 1^{er} trimestre 2021.

Quid des réponses et des instruments déployés pour atténuer les impacts socio-économiques de cette pandémie et surtout pour baliser le chemin vers la reprise de la croissance dans les meilleures conditions ?

1. Ce 2^{ème} épisode a été précédé d'un 1^{er} épisode "D'une pandémie sanitaire à une crise économique mondiale"

En réalité, entre d'une part une bureaucratie accablante et une culture du "contrôle a priori" exagérée ; et d'autre part des marges de manœuvre budgétaire ténues pour ne pas dire inexistantes ; les réponses adressées et les instruments déployés n'ont pas vraiment été d'une portée qu'on pourrait qualifier "d'impactante". Au niveau de cet épisode 2, un effort particulier a été prodigué pour revenir sur ce volet avec un benchmarking par rapport à ce qui a été déployé à l'échelle internationale.

THEOCRITE avait écrit dans les Idylles "Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir"

Toutefois, malgré ces conséquences douloureuses ayant mis à rude épreuve l'économie tunisienne, en plus d'un environnement des affaires qui comporte des freins structurels pour l'investissement et des entraves aberrantes pour le développement et la pérennité de l'activité économique ; une certaine résilience a été observée au niveau des entreprises et des ménages. En effet, selon une étude récente de l'INS ayant porté sur un échantillon de 2 500 entreprises du secteur privé ; 2,6% des entreprises ont fermé définitivement à cause des répercussions de la pandémie Covid-19. Certes, la disparition d'une seule entreprise est en elle-même, un micro-drame multidimensionnel ; il n'en demeure pas moins qu'une certaine résilience est relevée. Pour que cette résilience relative se consolide ; 3 challenges immédiats doivent être adressés aujourd'hui en urgence mais avec doigté et méthode :

- **Vaccins, vaccins, vaccins !** : Accélérer la campagne de vaccination et élargir rapidement son spectre
- **Finances publiques** : devenues clairement un fardeau pour l'économie tunisienne (fiscalité, effet d'éviction et facteur d'instabilité) ; le redressement des finances publiques est désormais une urgence vitale.
- **Environnement des affaires** : le parcours des investisseurs est parsemé d'embûches et la vie des entreprises devient "stressante". S'attaquer aux goulots d'étranglement administratifs qui freinent les initiatives privées est une priorité absolue.

Certaines cartes précieuses, si elles sont bien jouées, peuvent aider la Tunisie à relever ces challenges et atténuer le passage par les zones de turbulence :

- **La Libye pacifiée et la bouffée d'oxygène du dernier quart d'heure** : historiquement, la Libye a été toujours un partenaire stratégique pour la Tunisie et le dynamisme économique entre les deux pays représentait un élément de l'équation de la stabilité socio-économique de la Tunisie. Aujourd'hui, la Libye pacifiée (en croisant les doigts que ce processus se consolide définitivement) a besoin de l'implication de ses partenaires ; plus particulièrement la Tunisie.
- **TICAD 8 (Tokyo International Conference on African Development) en 2022 et cette marque de confiance pour la Tunisie** : une conférence d'envergure mondiale aura lieu en Tunisie en août 2022. Le Japon a choisi notre pays pour qu'il soit le lieu privilégié pour discuter du partenariat entre le Japon et le continent africain. Concrètement, le Japon voit en la Tunisie une rampe de lancement pour développer les investissements et les échanges économiques avec le continent africain.

La situation est certes difficile, mais tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir ...

Que Dieu préserve notre chère Tunisie...

Le 3^{ème} et dernier épisode de la Trilogie Covid-19, sera consacré aux nouvelles tendances qui accompagnent cette nouvelle époque du New Normal et sera publié durant le premier trimestre 2022.

Abréviations, acronymes et sigles

Bbl	Baril
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BEF	Banques et Etablissements Financiers
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Coût, Assurance, Fret
DT	Dinar Tunisien
EM	Emerging Markets
FMI	Fonds Monétaire International
FX	Forex
GA	Glissement annuel
GT	Glissement trimestriel
GWH	Gigawatt-heure
IDE	Investissements Directs Etrangers
INS	Institut National de la Statistique
LF	Loi de Finances
M	Millions
MAD	Dirham Marocain
NC	Note de conjoncture (BIAT)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Onagri	Observatoire National de l'Agriculture
Pcs	Pouvoir Calorifique Supérieur
PIB	Produit Intérieur Brut
T	Trimestre
TEP	Tonne d'Equivalent Pétrole
TRE	Tunisiens Résidents à l'Etranger
VA	Valeur ajoutée
\$US	Dollar américain
€	Euro
₺	Livre Turque

Sommaire

Episode 2 : Tunisie et Covid-19 : impacts et réponses avec un benchmark éclairé








A. Covid-19 : ce qui s'est passé ? Les interactions et les impacts	9
1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles	11
2. Les moteurs de croissance sous le choc.....	16
3. Benchmark : croissance à l'échelle internationale.....	18
4. Paiements courants.....	20
5. Taux de change et avoirs en devises	25
6. Inflation.....	26
7. Entreprises et emplois.....	27
8. Finances publiques.....	29
9. Marché boursier	33
10. Secteur bancaire.....	34
B. Réponses	43
1. Réponses en Tunisie	45
2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale	50
3. De quelques pratiques vertueuses.....	57
C. Tunisie : réalisations 1^{er} trimestre 2021 et perspectives annuelles	59
D. Annexes Croissance et situation sanitaire mondiales : Rétrospective 2020 et 1^{er} trimestre 2021	69

**— A. Covid-19 : ce qui s'est
passé ?
Les interactions et les
impacts...**



État des lieux : la Tunisie est l'un des pays les plus impactés par le coronavirus en Afrique. La courbe de contamination est croissante et le taux de mortalité est particulièrement élevé

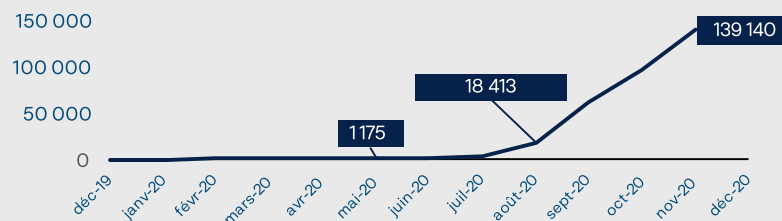
Situation sanitaire, à fin décembre 2020

				
 Cas confirmés	139 140	138 062	439 193	99 610
Cas / 1000 habitants	12	1.3	12	2.3
 Décès	4 730	7 631	7 388	2 756
Décès / 1000 habitants	0.4	0.08	0.2	0.07
 Personnes guéries	105 364	112 105	407 495	67 114

- La propagation du virus s'est particulièrement accentuée à partir de septembre 2020. À fin mars 2021, le nombre de cas a dépassé 252 mille cas et le nombre de décès est de 8 788.
- 2^{ème} taux le plus élevé en Afrique en termes de mortalité par rapport au nombre d'habitants.



Evolution du nombre de cas confirmés en Tunisie



Sources : Données du site <https://www.worldometers.info/>, 31 décembre 2020. Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique



Evolution du nombre de décès en Tunisie

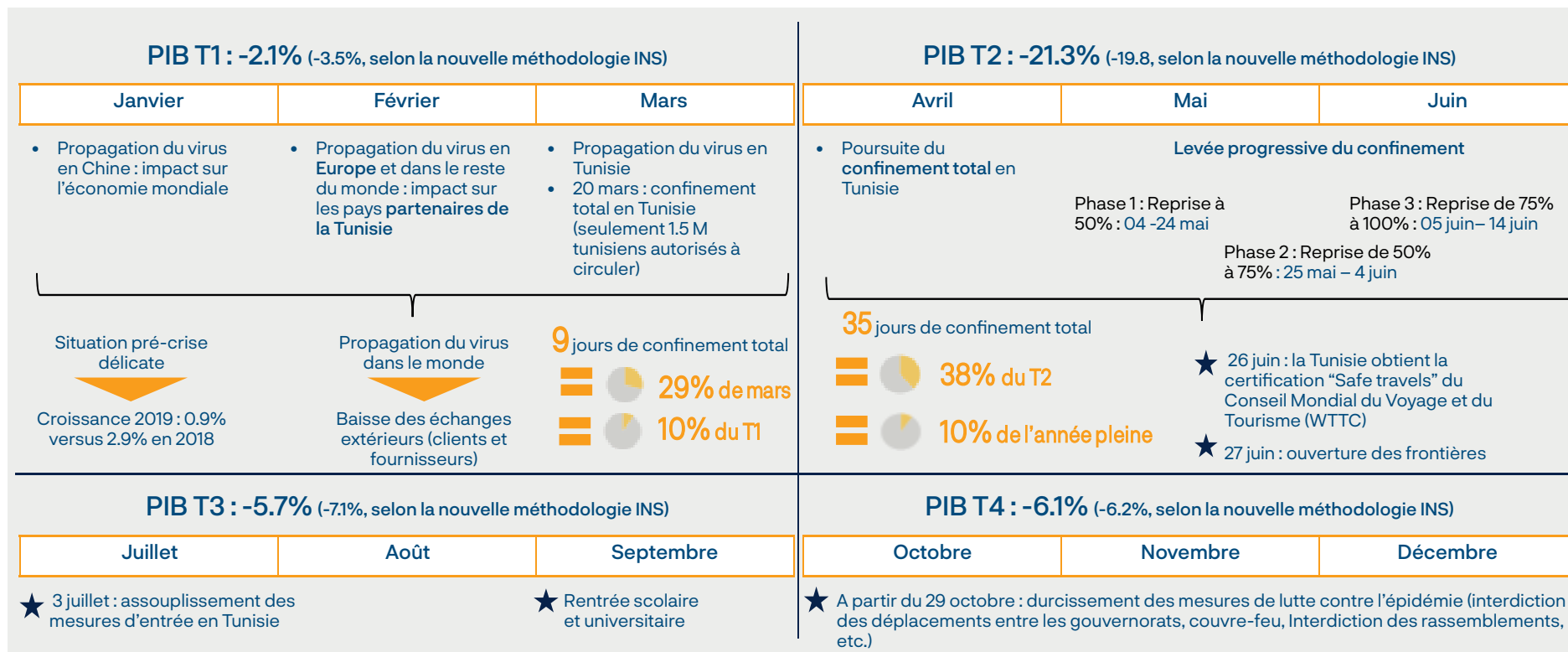


Sources : Données du site <https://www.worldometers.info/>, 31 décembre 2020. Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles

Les répercussions du Covid-19 sur la croissance en Tunisie sont expliquées aussi bien par des facteurs endogènes (confinement, fermeture des frontières) qu'exogènes (impact de la baisse des échanges extérieurs avec les pays partenaires)

Contraction PIB 2020 (En GA, au prix de l'année précédente) : -8.8% (-9.2%, selon la nouvelle méthodologie INS)



Il est à noter que :

- La reprise progressive de l'offre et de la demande suit un **rythme variable**, dépendant de chaque secteur
- Le rythme de la **reprise ne dépend pas uniquement** du retour de la production, mais également de celui de la demande dont la stimulation doit intégrer désormais de nouveaux facteurs
- La **reprise au niveau mondial**, principalement dans les pays partenaires de la Tunisie, est également déterminante.

1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles

L'analyse sectorielle reflète la sensibilité de l'économie tunisienne par rapport à certains secteurs, tenant compte de leurs poids dans le PIB et dans l'emploi

Tourisme et services connexes



En % du PIB : 14.2%
En % Pop. active occupée : 11%

Commerce



En % du PIB : 9.35%
En % Pop. active occupée : 12%

I. Mécaniques et Electriques



En % du PIB : 5.4%
En % Pop. active occupée : 4%

Matériaux de construction et BTP




En % du PIB : 5.2%
En % Pop. active occupée : 19%

Agriculture et I. Agroalimentaires



En % du PIB : 13.4%
En % Pop. active occupée : 17%




Textile, habillement et cuir

En % du PIB : 2.6% 
En % Pop. active occupée : 7%

I. Chimiques

En % du PIB : %1
En % Pop. active occupée : %1

- Les secteurs sélectionnés couvrent (en 2019)

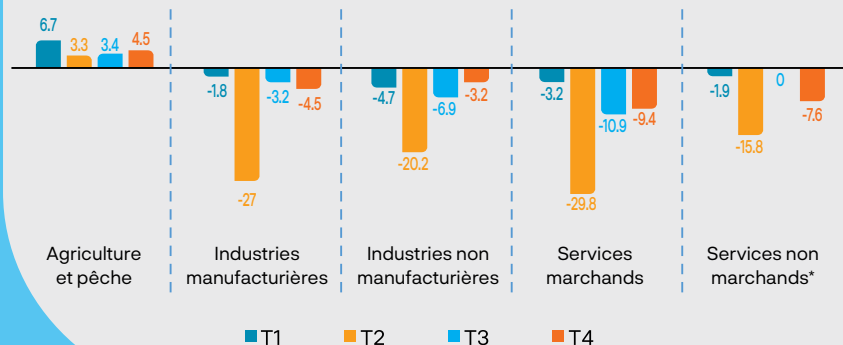
-  ~51% du PIB total
-  ~70% du PIB marchand
-  ~71% de la population active occupée

Calcul sur la base des VA et du PIB au prix courant 2019

1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles

N'eut été la performance du secteur de l'agriculture, la contraction du PIB aurait été plus importante

Taux de croissance de la VA par secteur, en 2020, en GA



Taux de croissance annuelle, en 2020, en GA

Secteur	Taux de croissance
Agriculture et pêche	+4.4%
Industries manufacturières	-9.3%
Industries non manufacturières	-8.8%
Services marchands	-13.3%
Services non marchands	-6.3%

Source : Données INS

* A l'instar des pays de l'UE (qui ont adopté les recommandations de l'EUROSTAT), l'INS a procédé à une réduction de la valeur ajoutée des services de l'administration publique sur la base d'une estimation au prorata des heures non travaillées (impact du confinement et de l'adoption intermittente du système d'alternance). Il s'agit là d'un changement de méthode significatif.

• Agriculture et pêche :

- N'eut été la performance du secteur de l'agriculture, la contraction de la VA globale aurait été plus importante.
- Il est à noter que la croissance de la VA du secteur de l'agriculture a été soutenue par la production record d'olives et de dattes. Toutefois, elle a été négativement impactée par la baisse de la production céréalière.

Production agricole

Secteur	2020	2019	Variation 20/19	2018
Olives à l'huile (En 1000 tonnes)	2 000	700	+186%	1 600
Dattes (En 1000 tonnes)	332	289	+15%	305
Céréales (En 1000 tonnes)	1 534	2 398	-36%	1 410

Source : Données Onagri, Tableau de bord avril 2021

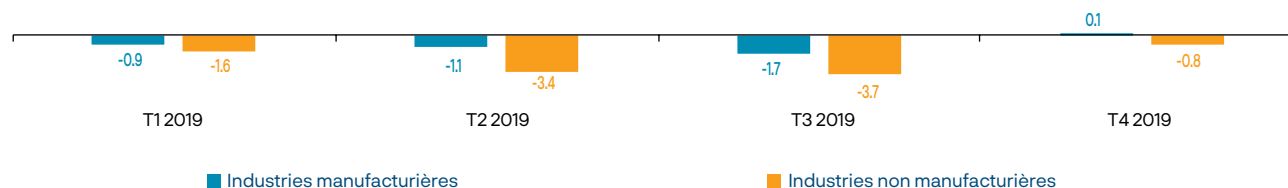
1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles

L'industrie et les services ont été particulièrement impactés par la crise en raison de leur forte dépendance du commerce extérieur et de la consommation finale des ménages.

- Industrie :**

- Le secteur endure des difficultés structurelles depuis 2019 (cf. [NC 2](#), page 34).

Evolution de la VA au prix de l'année précédente, en %, en GA



Source : Données INS

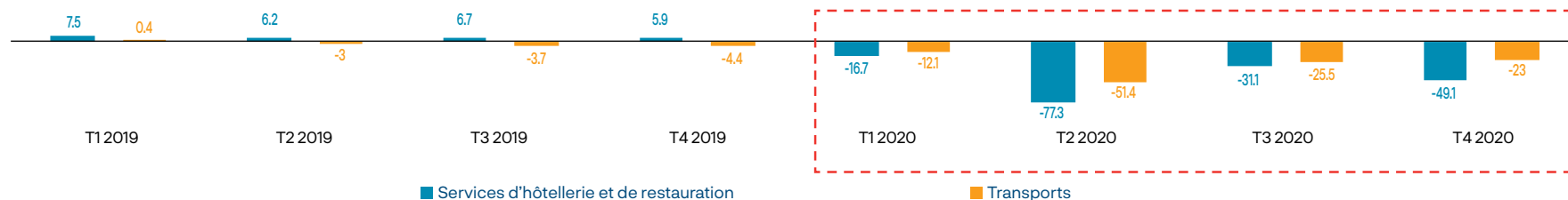
- La baisse de la demande suite à la propagation du Covid-19 a compliqué davantage la situation, provoquant ainsi une contraction inédite de la VA du secteur.

- Il est à noter que durant le T3 2020, les secteurs des textiles et des industries agroalimentaires ont enregistré une légère croissance (respectivement +0.3% et +0.5% en GA). L'évolution positive du secteur des textiles serait expliquée par le recours à la production massive des masques de protection en tissus.

- Services marchands**

- Les secteurs du tourisme et des transports ont été particulièrement impactés.

Evolution de la VA au prix de l'année précédente, en %, en GA



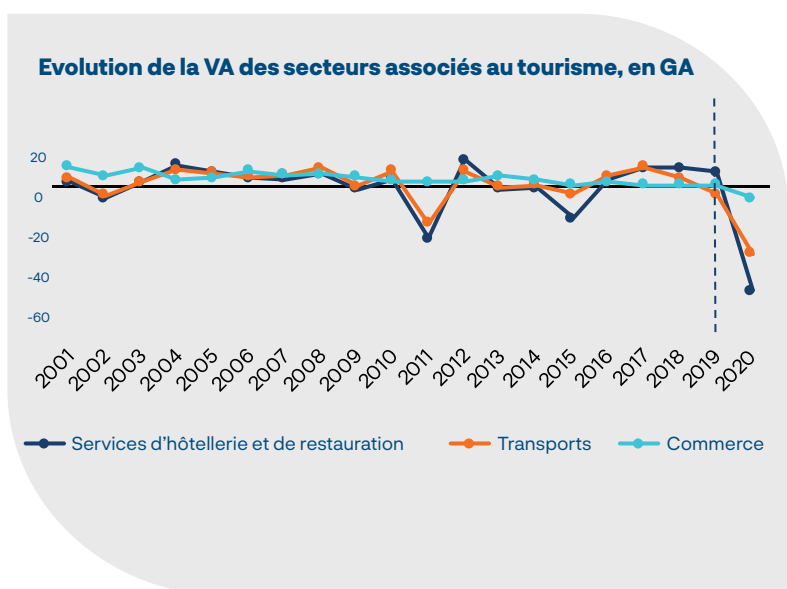
Source : Données INS

1. Trajectoire PIB et valeurs ajoutées sectorielles

Focus : le tourisme et ses activités connexes occupent un poids important aussi bien au niveau du PIB qu'au niveau de l'emploi

VA en % du PIB	2017	2018	2019 (prévisions)
HORECA ¹	4.1%	4.4%	4.6%
Dont HORECA touristique	1.53%	1.64%	1.72%
Autres services liés au tourisme	4.73%	5.08%	5.31%
Contribution directe	6.26%	6.72%	7.02%
Achat B&S	3.27%	3.51%	3.67%
Investissement	0.3%	0.3%	0.3%
Dépenses publiques	0.7%	0.77%	0.71%
Contribution indirecte	4.27%	4.58%	4.68%
Contribution induite	2.5%	2.5%	2.5%
Contribution totale du tourisme au PIB	13.03%	13.8%	14.2%

KPMG : Tunisie – Tourisme: Quelle est la place du tourisme dans l'économie nationale ? - Novembre 2019



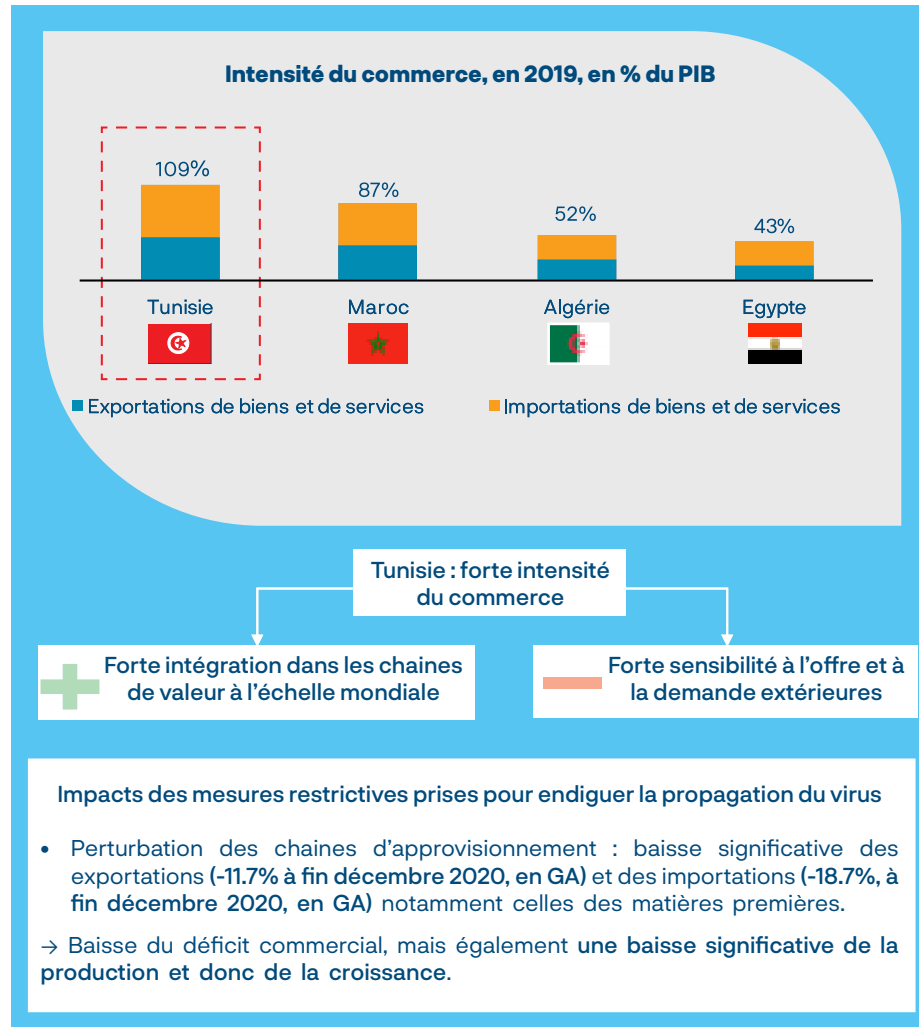
- Généralement, les VA des secteurs du tourisme et des transports suivent une trajectoire similaire.
- Toutefois, en 2019, une évolution opposée a été observée au niveau de la VA des services d'hôtellerie et de restauration (+6.5%) et celle des services de transports (-2.7%).
- Cette contreperformance serait expliquée par la dégradation de l'activité des opérateurs publics.

Source : Données INS

1. Hôtellerie, Restauration et Cafés

2. Les moteurs de croissance sous le choc

Forte intensité du commerce : Covid-19 et le revers de la médaille !



2-Intervention du gouverneur de la BCT à l'ARP, novembre 2020 ; 3- Hors STEG et STIR ; 4- Hors production électricité, 5-Sans tenir compte des ventes à la Libye et hors autoproduction consommée

Quid de l'impact de la baisse de consommation ?

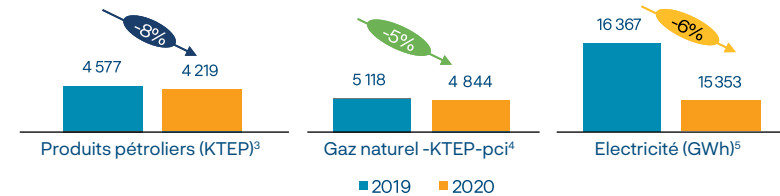
La consommation finale des ménages représente **~72%** du PIB tunisien, d'où son impact direct et son effet percutant sur l'évolution du PIB. En effet, la baisse des dépenses de consommation des ménages durant la crise covid-19 explique en grande partie l'ampleur de la baisse du PIB. D'ailleurs, la baisse de la consommation privée en 2020 est estimée à 3.9%².



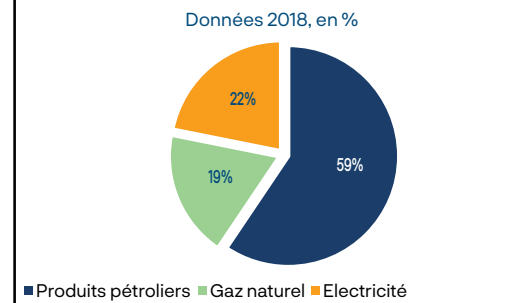
Illustration : baisse de la consommation d'énergie

Contraction PIB 2020 : -8.8% (-9.2%, selon la nouvelle méthodologie INS)

Evolution de la consommation de l'énergie



Structure de la consommation d'énergie finale,



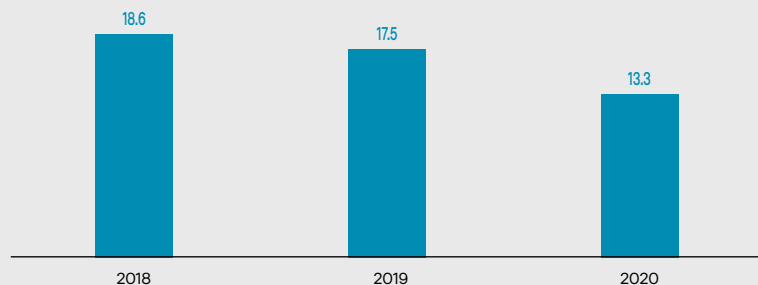
Electricité: Par contre, la forte consommation résidentielle a partiellement compensé la baisse engendrée par la contraction de l'activité économique (confinement obligatoire).

Sources : <https://perspective.usherbrooke.ca>, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

2. Les moteurs de croissance sous le choc

L'incertitude et l'instabilité ont mis en berne l'investissement

Investissement (FBCF), en % du PIB



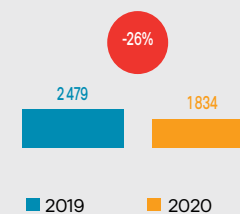
Source : BCT, Intervention du gouverneur, mai 2021

Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

La FBCF mesure l'investissement en capital fixe des différents agents économiques résidents (Public, Entreprises publiques, Entreprises privées).

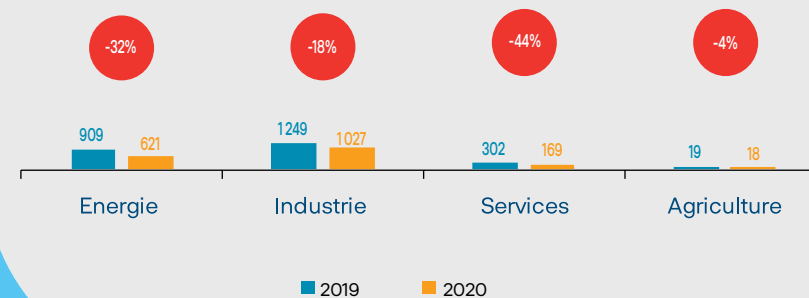
Focus : Evolution des investissements étrangers

IDE, en MDT



Source : FIPA

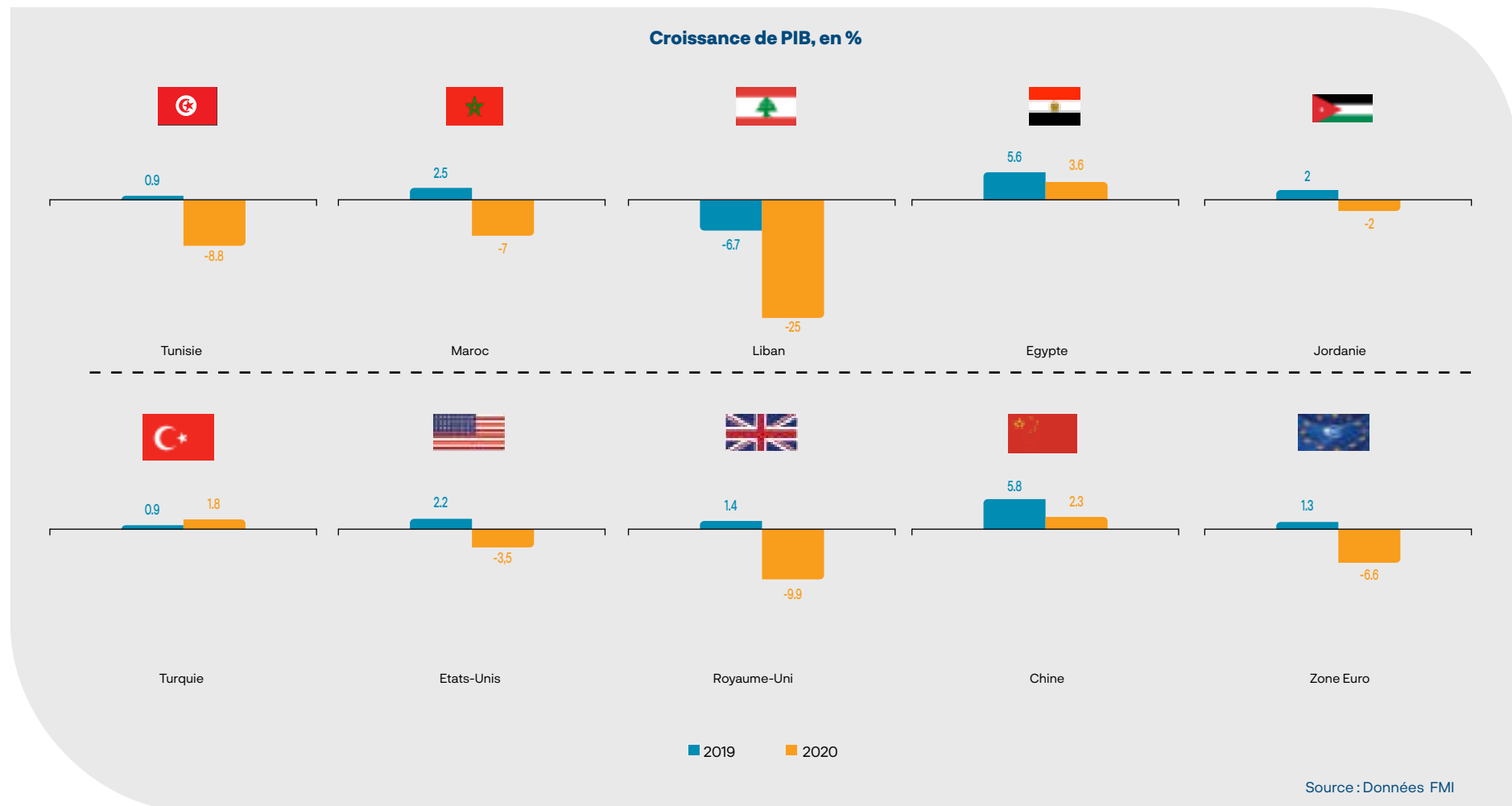
IDE par secteur, en MDT



Source : FIPA

3. Benchmark : croissance à l'échelle internationale

La majorité des pays (87%)⁶ ont subi une contraction du PIB en 2020



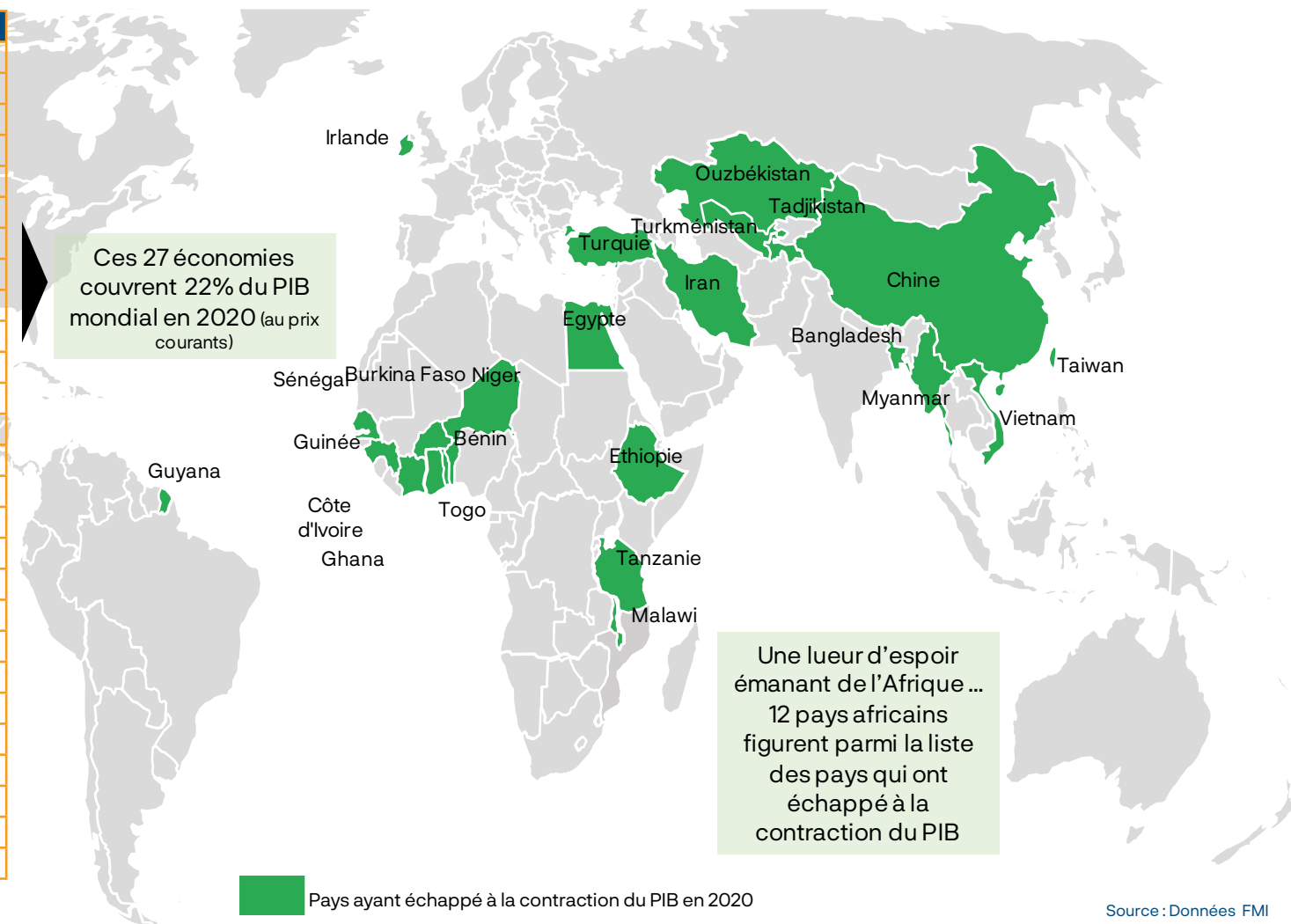
⁶ Estimation basée sur les pays suivis par la Banque Mondiale

3. Benchmark : croissance à l'échelle internationale

Seulement une économie sur huit⁷ dans le monde a échappé à une contraction du PIB

Liste des pays ayant échappé à la contraction du PIB

	Pays	2019	2020
1	Bangladesh	8.2	3.8
2	Bénin	6.9	2.0
3	Brunei	3.9	1.2
4	Burkina Faso	5.7	0.8
5	Chine	5.8	2.3
6	Côte d'Ivoire	6.2	2.3
7	Egypte	5.6	3.6
8	Ethiopie	9.0	6.1
9	Ghana	6.5	0.9
10	Guinée	5.6	5.2
11	Guyana	5.4	43.4
12	Irlande	5.9	2.5
13	Iran	-6.8	1.5
14	Malawi	4.5	0.6
15	Myanmar	6.8	3.2
16	Nauru	1.0	0.7
17	Niger	5.9	1.2
18	Sénégal	4.4	0.8
19	Taiwan	3.0	3.1
20	Tadjikistan	7.5	4.5
21	Tanzanie	7.0	1.0
22	Togo	5.5	0.7
23	Turquie	0.9	1.8
24	Turkménistan	6.3	0.8
25	Tuvalu	6.0	0.5
26	Ouzbékistan	5.8	1.6
27	Vietnam	7.0	2.9

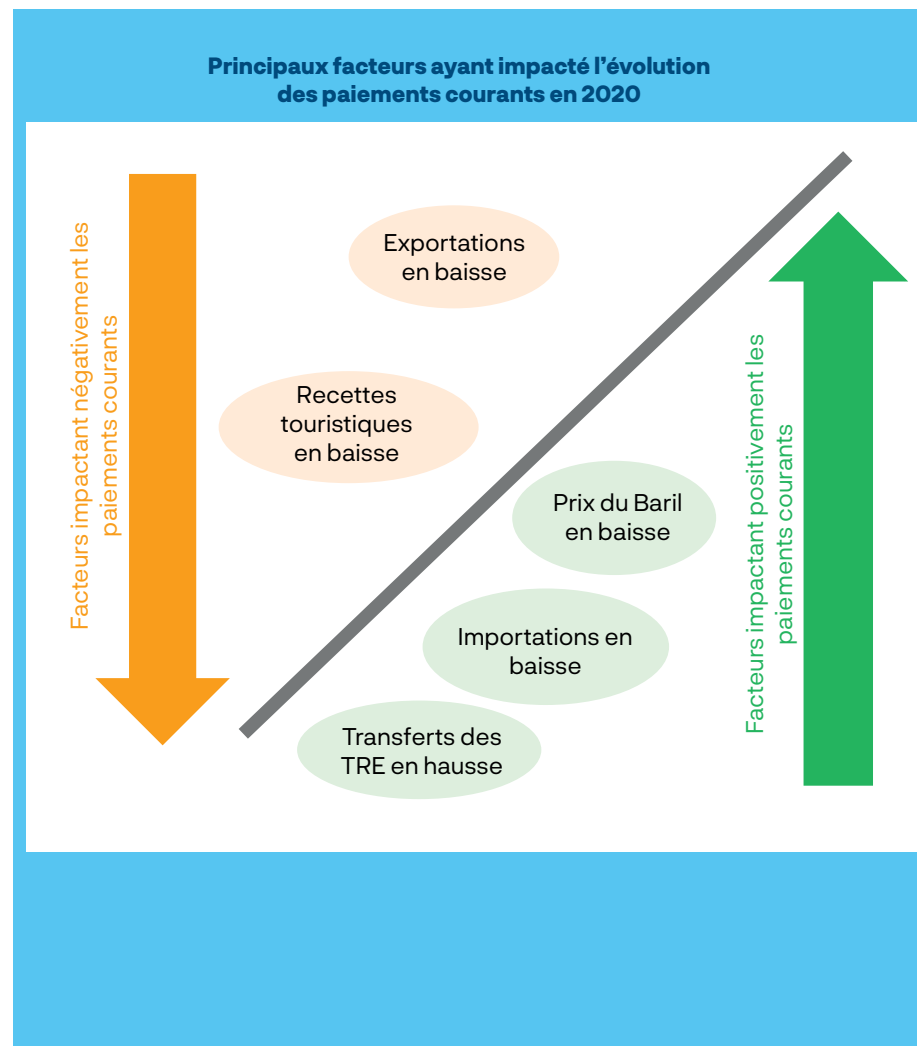
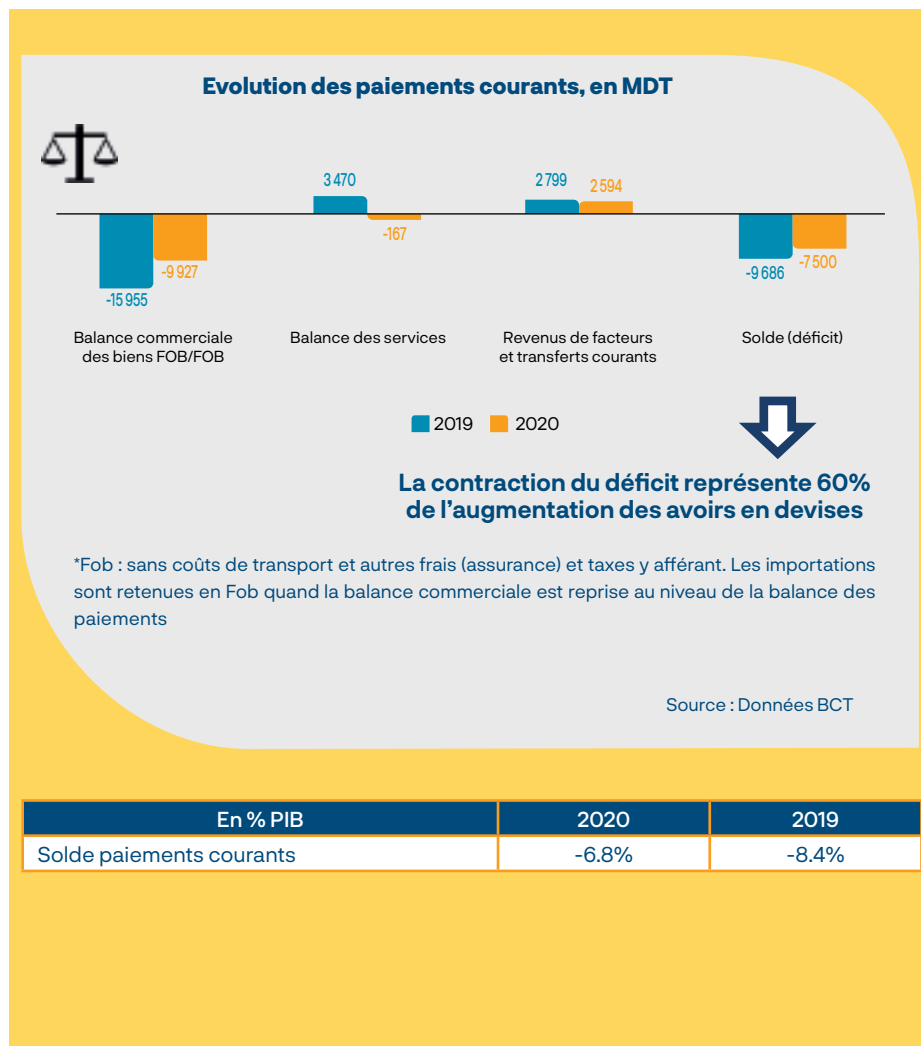


7- 27 pays parmi 202

Source : Données FMI

4. Paiements courants

L'atténuation du déficit des paiements courants résulte principalement de la contraction du déficit de la balance commerciale des biens



4. Paiements courants

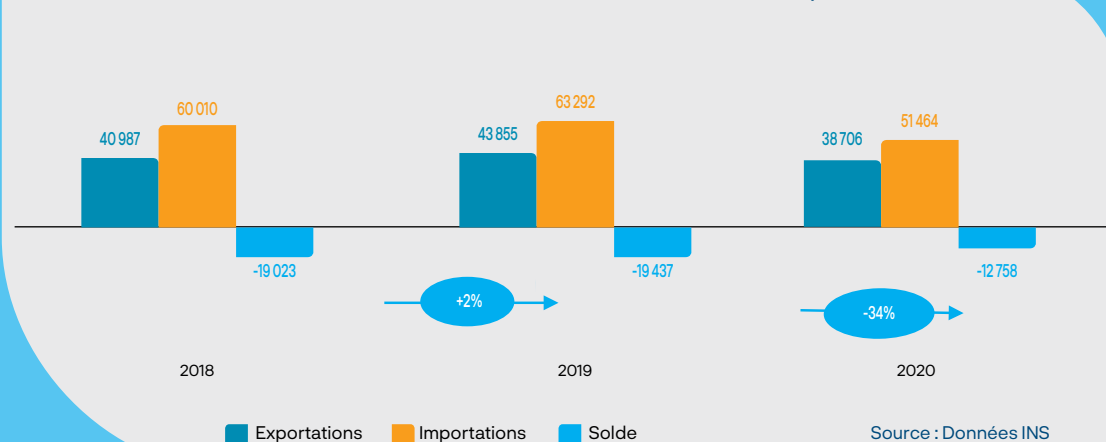


Focus balance commerciale des biens : baisse du déficit (FOB – CAF) de 6 679 MDT soit -34%



La baisse significative du déficit commercial des biens a permis d'atténuer le déficit des paiements courants. Toutefois, elle reflète une baisse notable de l'activité économique

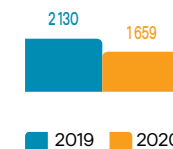
Evolution de la balance commerciale des biens FOB/CAF, en MDT



Facteurs ayant favorisé la contraction du déficit de la balance commerciale des biens

Contraction du déficit de la balance des produits d'agriculture et industries agro-alimentaires (-22% en GA) grâce à la hausse de la valeur des ventes d'huile d'olive (1822 MDT versus 1022 MDT la saison précédente), et ce malgré une baisse des prix d'environ 30%¹⁰.

Déficit agricole et alimentaire, en MDT

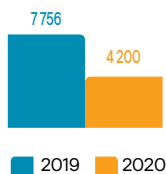


Facteurs ayant favorisé la contraction du déficit de la balance commerciale des biens

Contraction du déficit de la balance des produits énergétiques de 46% en GA grâce à la :

- Baisse de la **demande** des produits pétroliers de 8% et du gaz naturel de 5% en 2020, en GA⁸.
- Baisse des **prix** du pétrole Brent de 34% et du gaz naturel de ~25%⁹.

Déficit énergétique, en MDT



Moyenne du prix du baril, en \$US/bbl

Année	Prix moyen (\$US/bbl)
2019	64
2020	42

Outre les importations de l'énergie, le ralentissement de l'activité économique a impacté la production et a engendré ainsi une baisse des importations :

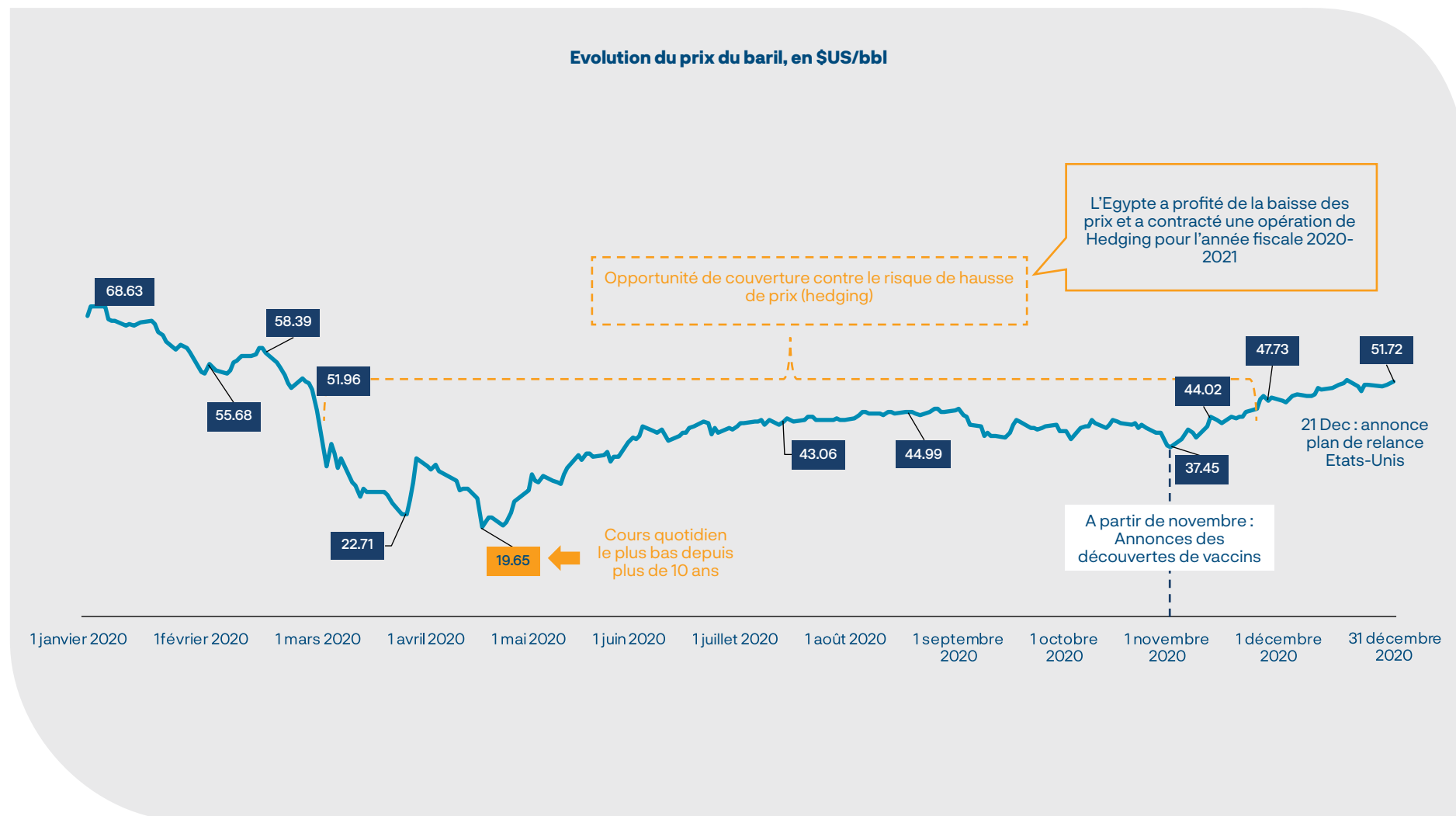
- Des biens d'équipement (-24.6%)
- Des matières premières et demi-produits (-14.5%).

Les importations des biens de consommation ont également baissé de 13.8%, portant la marque de la baisse de la demande.

8- Source : conjoncture énergétique- Ministère de l'industrie - décembre 2020 ; 9-Evolution du Natural gas index (2010 =100) ; 10 Source : Intervention du Gouverneur de la BCT à l'ARP, novembre 2020

4. Paiements courants

Focus : Evolution du prix du baril durant l'année 2020



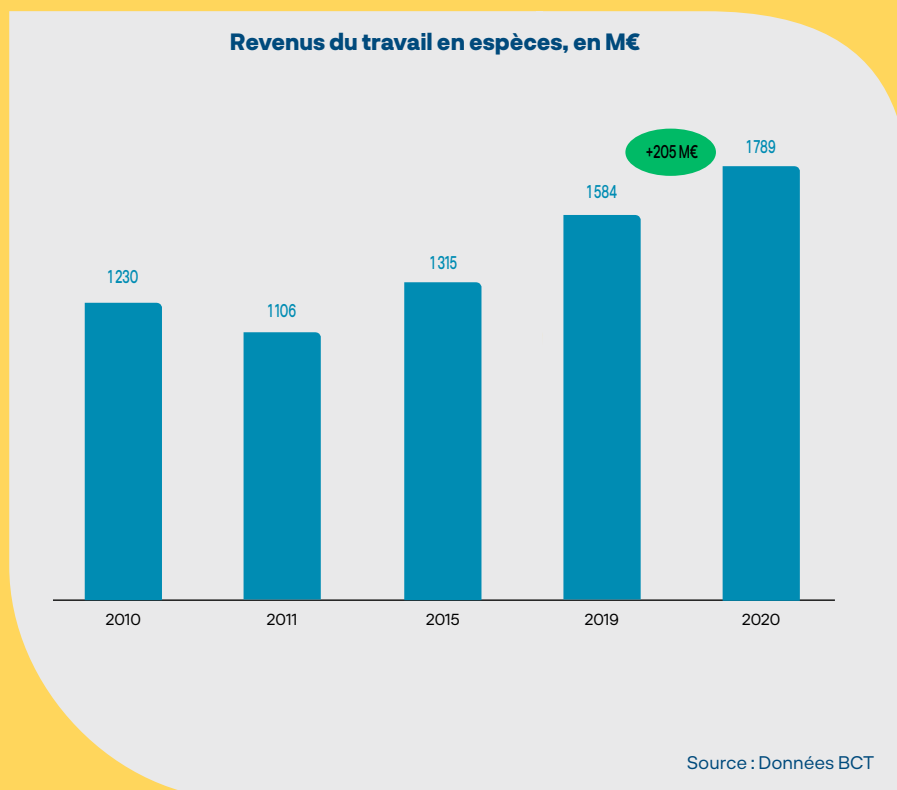
4. Paiements courants



Focus revenus du travail en espèces: hausse de 205 M€ soit +13%



Un record en termes de flux de revenus du travail (en espèces)



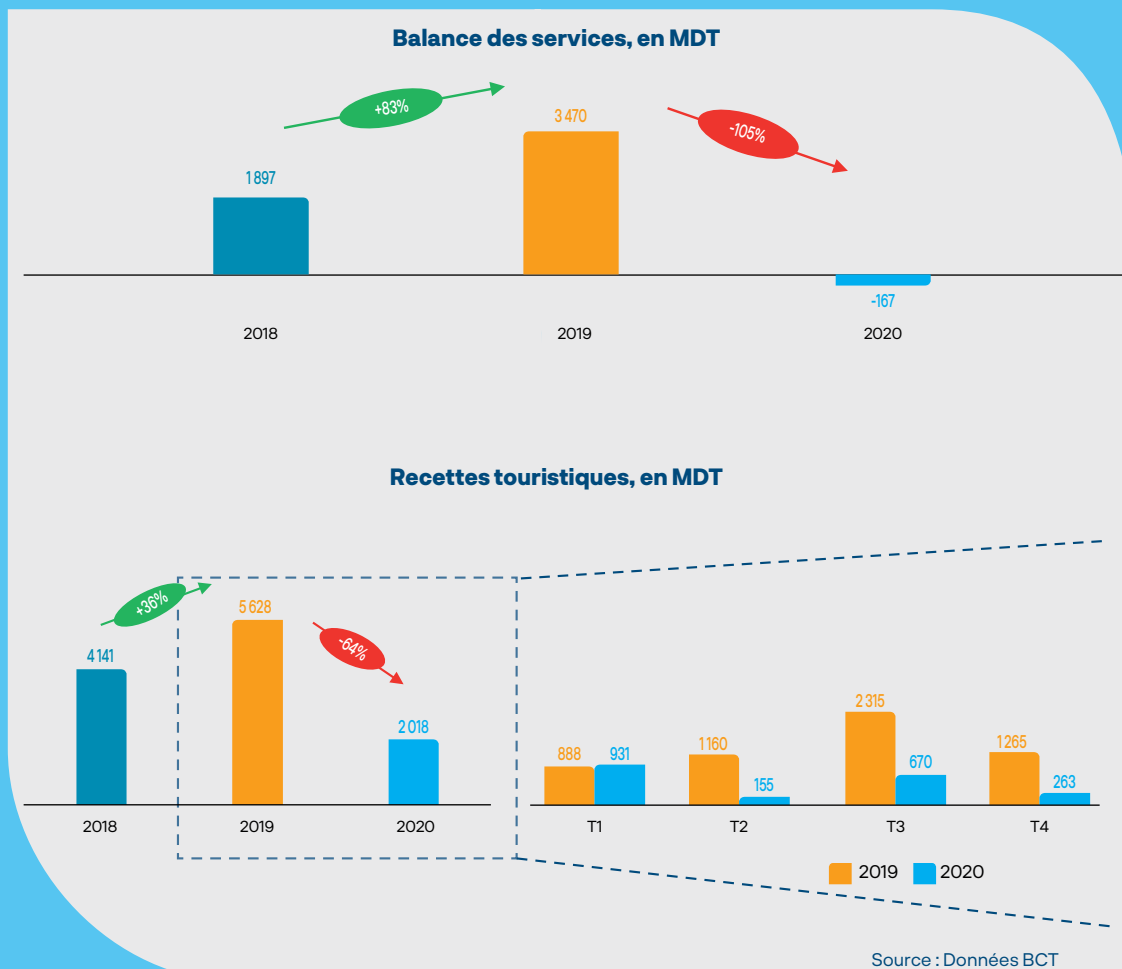
Ce trend haussier remarquable serait expliqué notamment par les 3 facteurs suivants :

1. **Soutien aux familles en Tunisie** : les TRE apportent un soutien à leurs familles et proches en Tunisie. Compte tenu de l'ampleur des mesures de soutien prises dans les pays où réside la diaspora tunisienne, il ressort que les TRE sont dans une meilleure situation comparativement à leurs proches en Tunisie.
2. **Propension à épargner et altruisme dynastique** : Il s'agit d'un autre facteur qui a été observé à l'échelle mondiale : les ménages, par anticipation d'une hausse des impôts à moyen terme pour rembourser la dette publique – qui a augmenté d'une manière significative en 2020- et afin de sécuriser tant soit peu l'avenir de leur progéniture – s'orientent vers l'épargne (cf. page 56).
3. **Stabilité du taux de change (pas d'anticipation négative)** : la stabilité du taux de change favorise les transferts des TRE. En effet, la posture d'attentisme (différer les transferts compte tenu d'une anticipation d'une dépréciation du dinar) n'est plus actuellement à l'ordre du jour.

4. Paiements courants

Focus balance des services

La balance des services a été particulièrement impactée par la crise, notamment à cause de la baisse abyssale des recettes touristiques



- Sur l'ensemble de l'année 2021, la reprise mécanique de la croissance économique attendue serait accompagnée par un creusement du déficit commercial des biens (hausse des importations).
- Par ailleurs, il y a de fortes incertitudes quant à la reprise de l'activité touristique en 2021, laissant présager de faibles recettes touristiques : les recettes touristiques représentent habituellement environ 40%¹¹ des recettes des services et couvrent 29%¹¹ du déficit de la balance commerciale des biens.
- La majorité des experts estiment que la reprise de l'activité touristique dans le monde n'est envisageable qu'en 2023-2024.

Tourism Experts Fear Long Road to Recovery

% of tourism experts expecting international tourism to return to pre-pandemic (2019) levels by this time



Based on a global survey among the UNWTO's Panel of Tourism Experts conducted in January 2021

Source : UNWTO-Statista

11- Calcul sur la base de la moyenne des recettes en 2018 et 2019.

5. Taux de change et avoirs en devises

La contraction du déficit des paiements courants, conjuguée à la hausse des dons extérieurs auraient permis une amélioration du taux de change du dinar et une hausse des avoirs en devises, et ce, malgré la baisse des exportations et des recettes touristiques



Baisse de la moyenne du taux de change des principales devises par rapport au dinar

	Moyenne 2020	Moyenne 2019	Variation
Taux de change €/DT	3.207	3.285	-2.4%
Taux de change \$US/DT	2.811	2.933	-4.1%



La baisse du taux de change du \$US par rapport au dinar a été également favorisée par la dépréciation du \$US face à €

	Taux de change \$US/€
Moyenne 2020	0.877
Moyenne 2019	0.893
Variation	-1.8%

Hausse notable des réserves en devises

Réserves en devises	31-12-2020	31-12-2019	Variation (%)
En équivalent \$US (*)	8 545	6 955	+22%
En équivalent € (*)	6 928	6 199	+12%
En jours d'importation	162	111	+45%

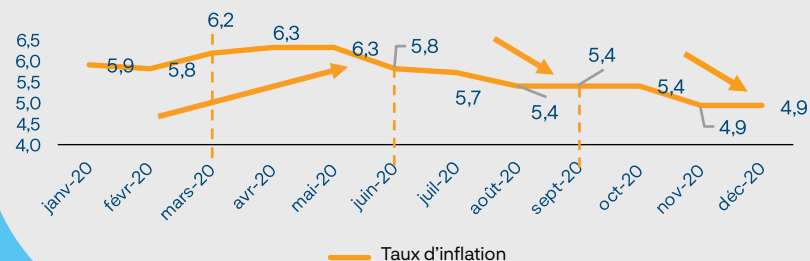
(*) Conversion au taux de change interbancaire du jour d'observation de la valeur

12- Il s'agit du déficit en dinar converti selon le taux annuel moyen

6. Inflation

Une baisse importante du taux d'inflation qui serait expliquée principalement par la baisse de la demande et la baisse des prix de l'énergie

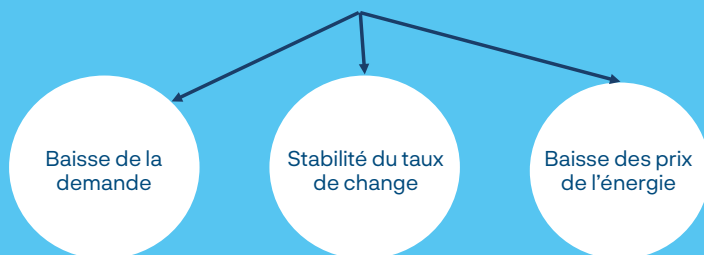
Evolution du taux d'inflation, en GA, en %



Source : Données INS

En GA %	12 mois 2020	12 mois 2019
Moyenne inflation	5.6%	6.7%

Principaux facteurs ayant contribué à une baisse du taux d'inflation



Structure de l'indice des prix à la consommation

Groupe	Pondération en %
Produits alimentaires et boissons	26.2
Logement, eau, gaz, électricité	19
Transports	12.7
Articles d'habillement et chaussures	7.4
Meubles, articles de ménage	5.9
Santé	5.8
Communications	4.6
Restaurants et Hôtels	4.6
Enseignement	3.2
Boissons alcoolisées et tabac	2.8
Loisirs et culture	2.1
Autres biens et services	5.6
Total	100%

4%
Electricité, gaz et autres combustibles

5.8%
Dépenses d'utilisation des véhicules¹³

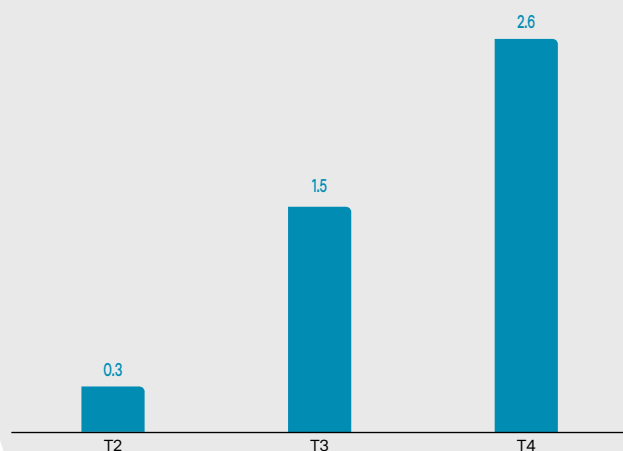
13- Cela inclut les carburants et autres dépenses liées à l'utilisation des véhicules tels que les accessoires de voitures

7. Entreprises et emplois

Malgré les difficultés, les entreprises tunisiennes ont fait preuve d'une certaine résilience face aux conséquences de la crise

En moyenne, la proportion des entreprises ayant fermé définitivement à cause du covid-19 n'a pas dépassé 3%

Entreprises ayant fermé définitivement en raison du covid-19, en % (2020)



Certains secteurs ont été particulièrement impactés par la crise covid-19 n'a pas dépassé 3%

Entreprises ayant fermé définitivement en raison du covid-19, par secteur, en %, à fin novembre 2020



“Malgré la baisse de commandes et les arrêts de paiement, les entreprises dans le secteur textile ont résisté : 87% des entreprises ont réussi à rester en activité, 12% ont fermé provisoirement, et seulement 1% ont fermé définitivement.”

Naifer Nefaa

Président de la Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement, Déclaration mars 2021 sur Mosaïque

Source : Impact de la crise COVID-19 sur le secteur privé formel, INS-IFC, Février 2021

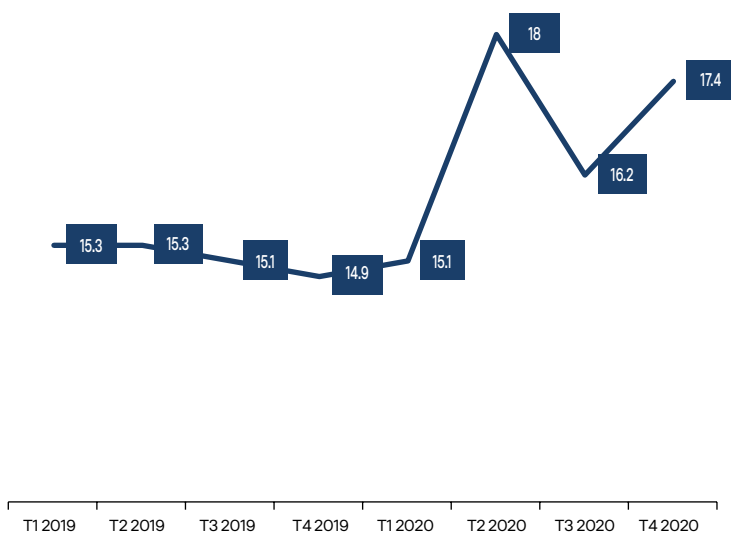
¹⁴ - Le secteur du cuir et des chaussures connaît des difficultés structurelles, qui se sont amplifiées durant la crise covid-19.

7. Entreprises et emplois

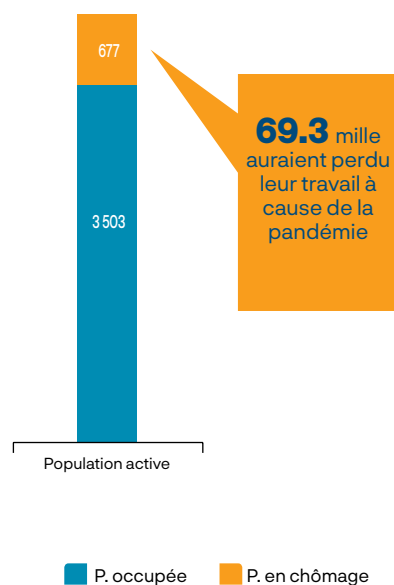
Toutefois, plusieurs entreprises ont eu recours au licenciement induisant ainsi une hausse du taux de chômage

- Le durcissement des mesures de protection contre la propagation du virus (confinement, couvre-feu, etc.) a eu des conséquences néfastes sur les entreprises et donc sur l'emploi. Le taux de chômage a augmenté, passant de 14.9% en T4 2019 à 17.4% en T4 2020.

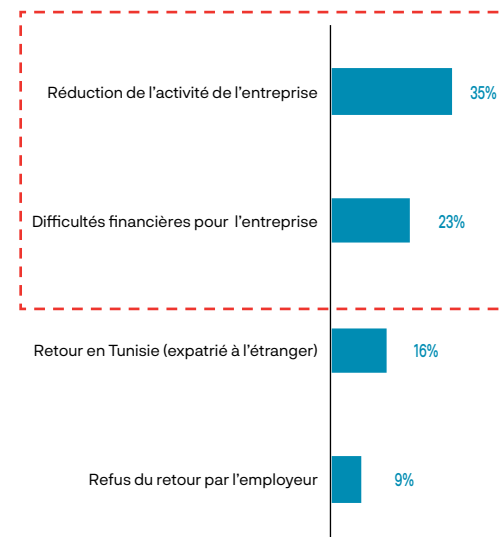
Taux de chômage, en %



Répartition de la population active, T3 2020 (en millier)



Principales raisons de non-retour au travail pour les chômeurs qui ont perdu leur emploi à cause du Covid-19, T3 2020



Source : Données INS

8. Finances Publiques

Sur l'ensemble de l'année, la baisse des ressources, conjuguée à la hausse des dépenses en relation avec les mesures sanitaires et de soutien économique a engendré une hausse du déficit budgétaire et de l'endettement

Facteurs liés aux conséquences directes du Covid-19



Chômage technique et licenciement : baisse des impôts sur le revenu



Baisse du prix du baril : baisse des impôts sur les sociétés pétrolières et baisse des revenus de commercialisation des carburants



Ralentissement du commerce extérieur : baisse des recettes de droits de douane, de TVA et de droits de consommation



Baisse de la consommation : baisse des recettes de TVA et de droits de consommation



Baisse de la quantité du gazoduc transportée de l'Algérie vers l'Italie : baisse de la redevance du gazoduc



Augmentation significative des dépenses de santé



Baisse de l'activité économique : baisse attendue des impôts sur les sociétés en 2021 sur la base des résultats de 2020

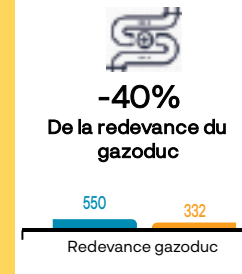
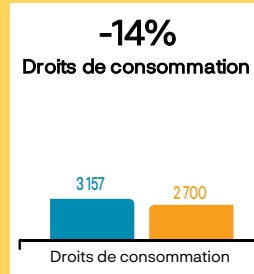
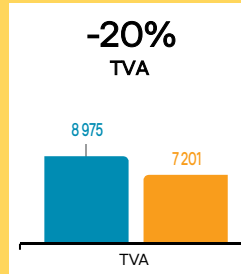
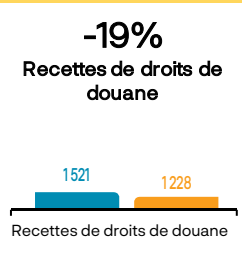
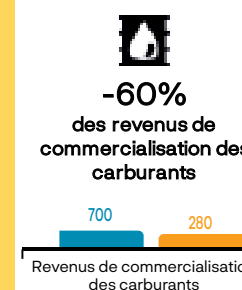
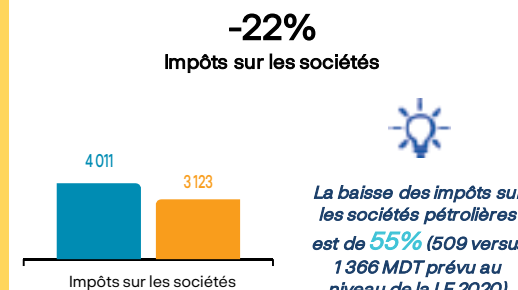
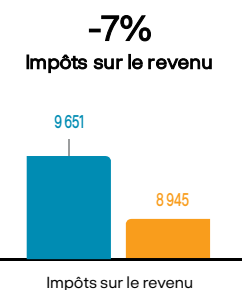
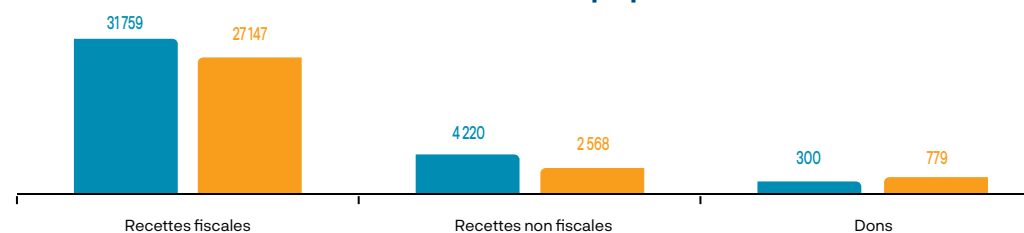
Facteurs liés aux mesures prises pour soutenir l'économie



Dépenses exceptionnelles de soutien aux entreprises sinistrées et aux ménages

Focus ressources

Baisse des recettes propres



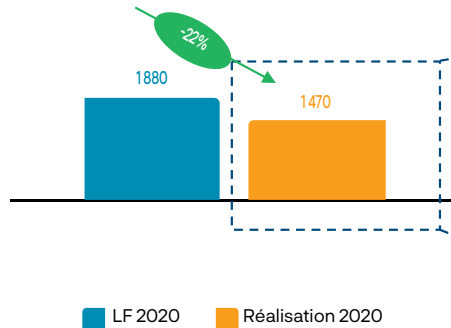
■ LF 2020 ■ Réalisation 2020

8. Finances Publiques

N'eut été la baisse du prix du baril, la hausse des dépenses aurait été plus importante

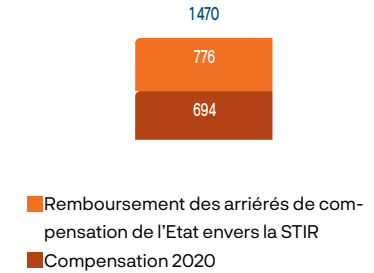


Compensation des carburants et de l'électricité, en MDT



-410 MDT

- Grâce à la baisse du prix du baril (cf. page 22), la compensation des carburants s'est limitée à 694 MDT versus 1880 MDT prévu initialement soit une économie de + 1 186 MDT.
- Ainsi, une partie de cette économie (776 MDT) a été réallouée pour rembourser les arriérés des compensations de l'Etat envers la STIR. Ainsi, la somme totale de la compensation des carburants en 2020 s'élève à 1 470 MDT.



L'enveloppe de compensation de l'énergie serait elle maîtrisée en 2021 ?

Prix budgété LF 2021	45 \$US/bbl
Moyenne cours janvier 2021	54.55 \$US/bbl
Moyenne cours février 2021	61.96 \$US/bbl
Moyenne cours mars 2021	65.19 \$US/bbl
Moyenne cours avril 2021	64.77 \$US/bbl
Moyenne cours mai 2021	68.04 \$US/bbl
Cours à terme (3 mois) ¹⁵	~71.1 \$US/bbl
Cours annuel moyen estimé	67\$US/bbl

L'opportunité de la baisse des prix en 2020 n'a pas été saisie. Même en janvier 2020, il existait encore une fenêtre pour le hedging.

Hausse de 1\$US du baril Brent

+129* MDT de dépenses de compensation

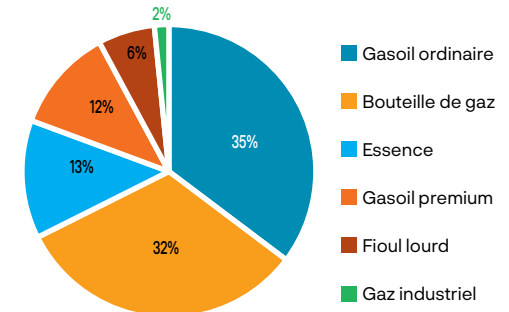
Impact global sur la compensation
+ 2 843 MDT
(calcul mensuel)

* Ministère des Finances, Budget 2021, A priori, cet impact ne semble pas prendre en considération la hausse de la production nationale du pétrole et du gaz.



Une attention devrait être également accordée au prix du gaz, vu qu'il absorbe plus de 30% de la compensation.

Répartition de la compensation des carburants

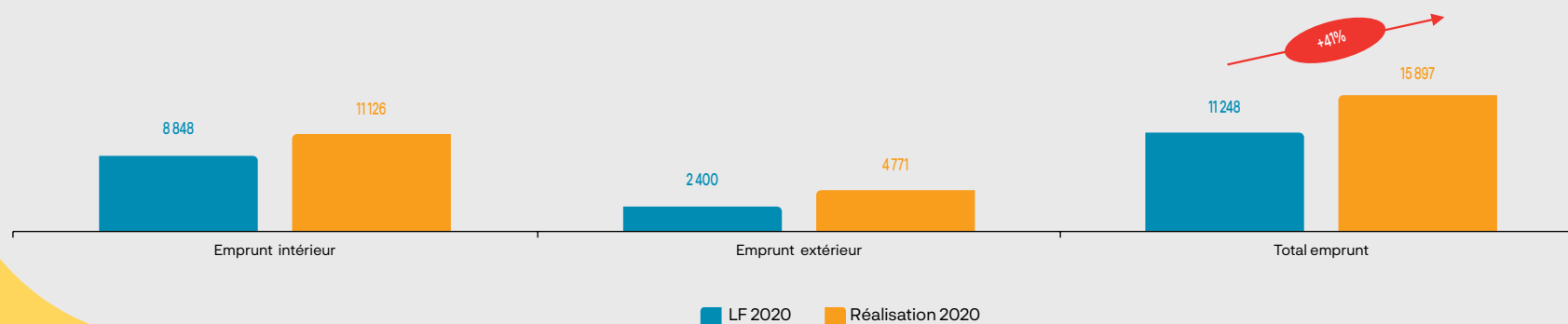


¹⁵- Observé le 08 juin 2021.

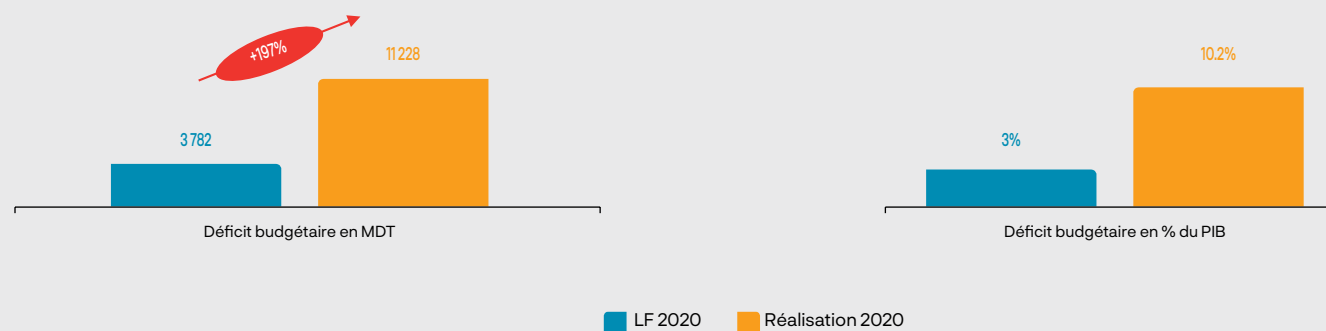
8. Finances Publiques

Les différents écarts observés au niveau des ressources et des dépenses ont engendré une hausse de ressources d'emprunt de 41% et un accroissement du déficit budgétaire de 197% par rapport à la LF 2020

Hausse des ressources d'emprunt en 2020



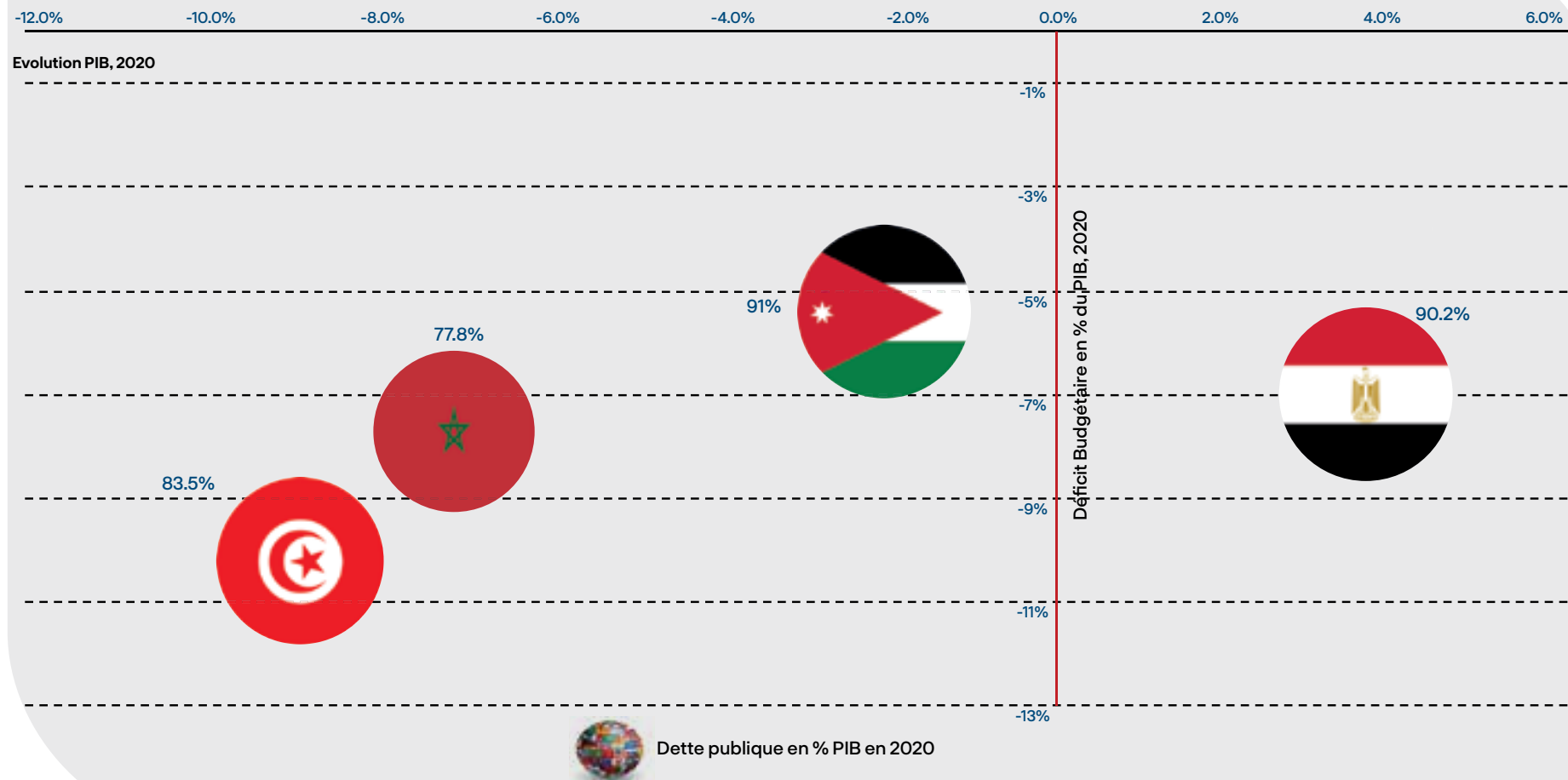
Hausse du déficit budgétaire*



*Hors dons et recettes de cession des biens confisqués

8. Finances Publiques

Benchmark finances publiques : une marge de manœuvre qui se rétrécit en 2020...



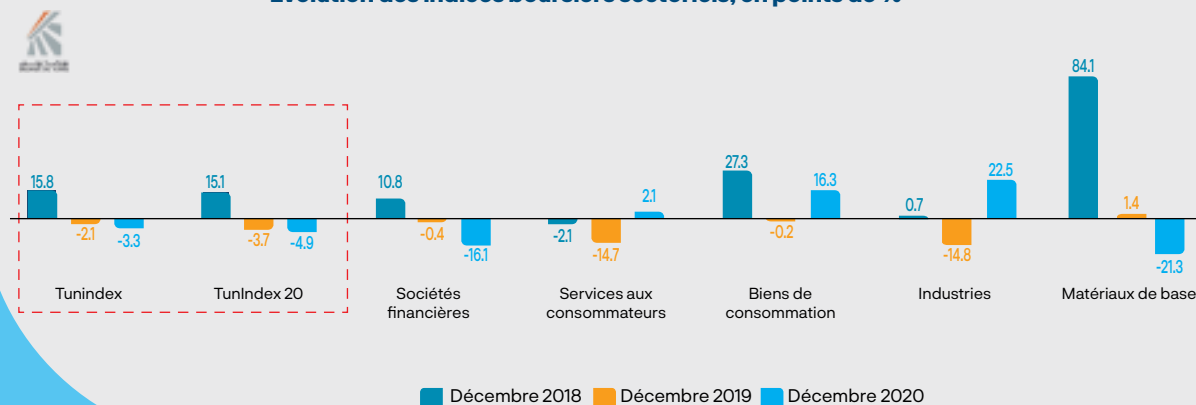
Sources : Banque Mondiale -Bulletin d'information économique de la région MENA – avril 2021, BCT, Ministère des Finances Tunisie

NB. L'année fiscale en Egypte s'étend du 01 juillet au 30 juin (les données au niveau du graphique sont relatives à l'année fiscale 19/20 soit du 01 juillet 2019 au 30 juin 2020)

9. Marché boursier

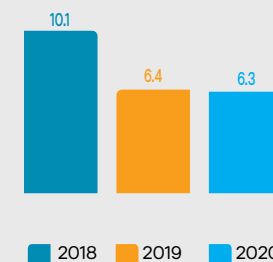
Dans son ensemble, le marché boursier tunisien a été relativement résilient face à la crise économique

Evolution des indices boursiers sectoriels, en points de %



Source : Données BVMT

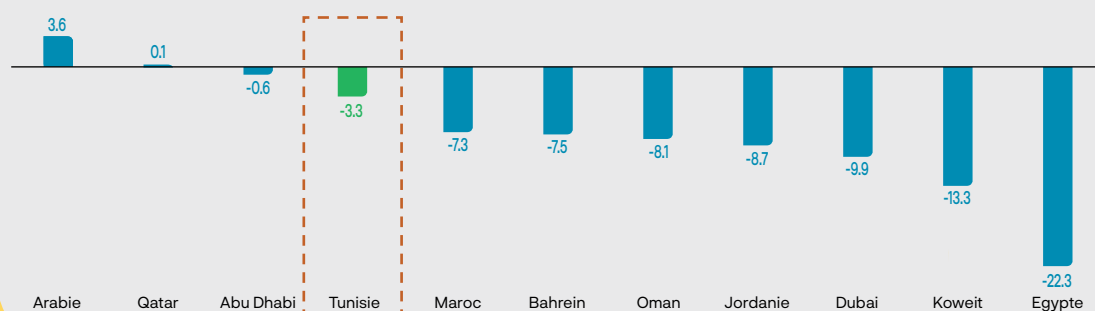
Volume moyen quotidien des échanges, en MDT



Source : Données BVMT

Comparé aux bourses arabes, le repli de performance de la BVMT est relativement modéré

Performances des indices boursiers des bourses arabes, en %, en 2020



Source : Données BVMT

Facteurs ayant contribué à l'atténuation de l'impact du covid-19 sur le marché boursier

- Faible capitalisation flottante des étrangers en Tunisie (entre 2 et 4%), limitant d'éventuels mouvements de sortie.
- Révision à la baisse des fourchettes des variations quotidiennes des actions à $\pm 3\%$ par séance (contre $\pm 6\%$ auparavant) et diminution de la durée de la séance de cotation (clôture à 12h10 au lieu de 14h30)¹⁶.
- Faible représentation des secteurs les plus sinistrés par la crise comme le tourisme et le transport aérien et maritime au niveau de la cote sur la BVMT.

Source : Tunisie valeurs Rétrospective boursière de 2020

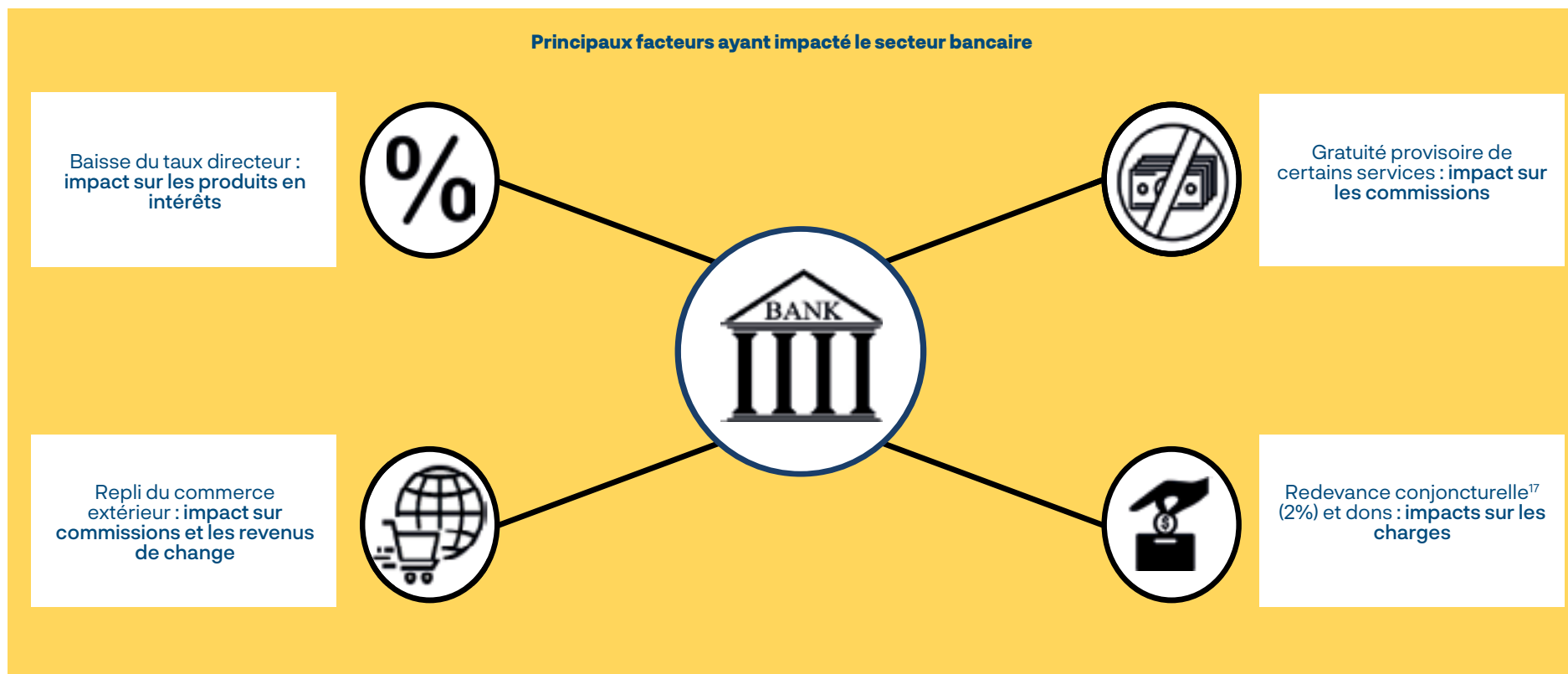
16- Ces règles exceptionnelles de cotation ont été appliquées sur la période allant du 18 mars au 5 juin 2020 (Tunisie valeurs Rétrospective boursière de 2020)

10. Secteur bancaire

Le secteur bancaire : entre soutien de l'économie ... et enjeux financiers et prudentiels

L'ensemble des mesures prises pour soutenir l'économie, conjugué aux difficultés conjoncturelles (Repli du commerce extérieur, récession économique, changement du comportement des clients, ..) ont impacté significativement le secteur bancaire

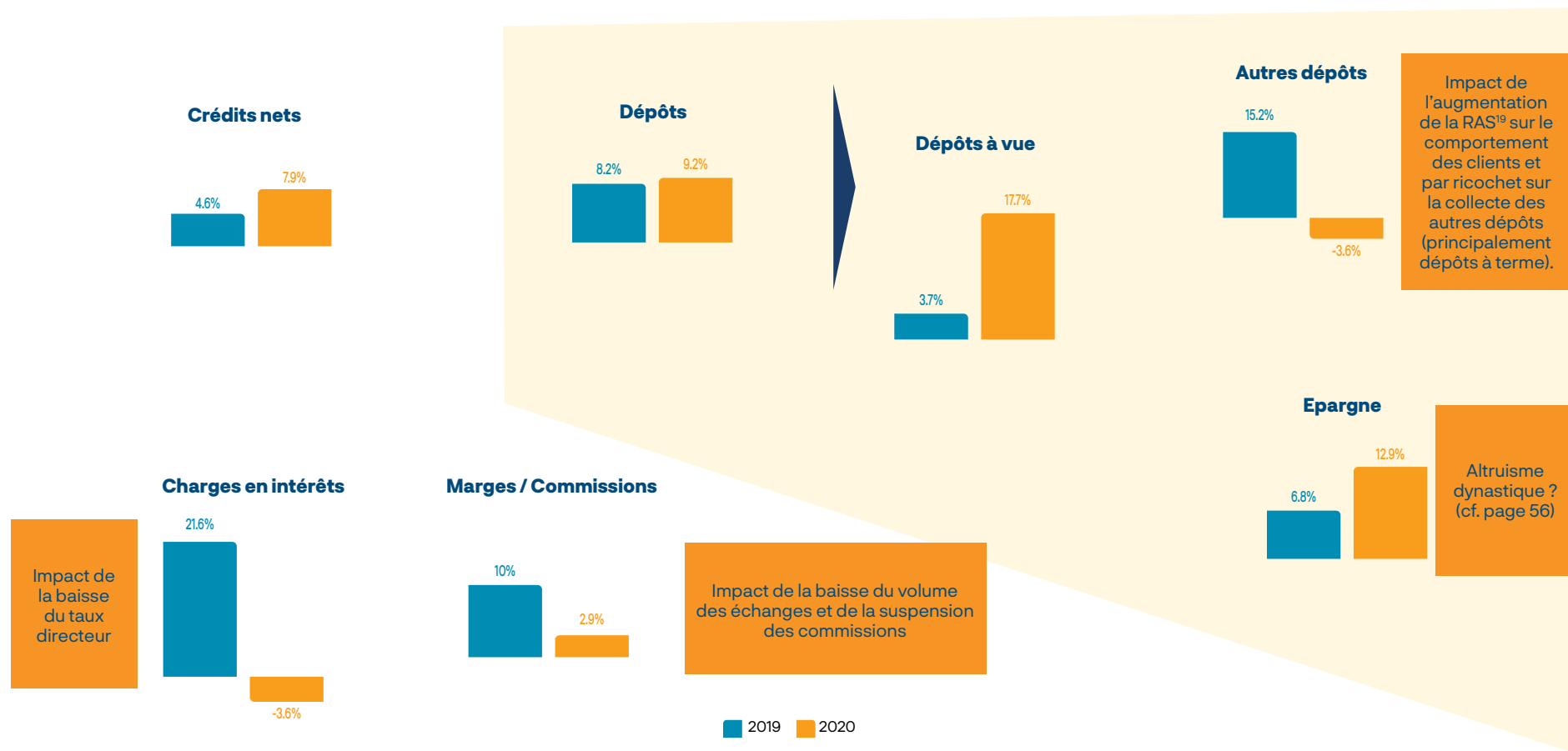
Principaux facteurs ayant impacté le secteur bancaire



17- Sur les bénéfices déclarés en 2020 et 2021

10. Secteur bancaire

Covid 19 : variation des principaux indicateurs du secteur bancaire¹⁸



¹⁸- Panel de 10 banques cotées ;

¹⁹ - RAS : Retenue à la Source - En juin 2020, le taux de la RAS sur les intérêts des placements auprès des établissements financiers a été augmenté de 20% à 35% (décret n°30 du 10 mai 2020). Toutefois, cette mesure a été abrogée par la LF 2021, en ramenant le taux à 20% mais la RAS reste libératoire

10. Secteur bancaire

Focus provisions : mesures de report des échéances et impact sur l'antériorité des impayés

- Selon la circulaire 06-2020, il a été prévu d'accorder un report des échéances de crédits échues entre le 1^{er} mars et le 30 septembre 2020, octroyés au profit des entreprises et des professionnels.
- Le report est octroyé automatiquement pour les **entreprises classées 0 et 1** qui en font la demande.
- Pour les **entreprises classées 2 et 3**, les demandes sont évaluées et traitées au cas par cas.

Le report des échéances de mars à septembre a permis de geler/suspendre le décompte de l'antériorité des impayés, et par ricochet, d'éviter une dégradation de la classification des relations 0 et 1 et aussi une augmentation du stock de provisions.

Report d'échéances, en principal et intérêts de tous types de crédits (y compris le leasing) octroyés au profit des entreprises et des professionnels du 1^{er} mars au 30 septembre

➔ Mécaniquement les nouveaux impayés ne peuvent pas dépasser 90 jours en 2020



- NB. Une prorogation a été accordée en faveur des secteurs du tourisme et de l'artisanat permettant d'appliquer le report jusqu'à fin septembre 2021.
- L'augmentation des stocks de provisions en 2020 serait **plutôt volontariste** que d'une manière subie compte tenu de la suspension du décompte de la période d'impayés jusqu'au 30 septembre. Toutefois, **la BCT a modifié la méthode de calcul des provisions collectives** (Circulaire N°2021-01) induisant un accroissement de la charge de provisionnement y afférente.

Focus : impact de la modification de la méthode de calcul des provisions collectives

(Circulaire N°2021-01)

- Les provisions collectives ont été instaurées historiquement pour **renforcer la couverture des engagements**, dans la mesure où les règles de classification adaptées à ce jour en Tunisie (circulaire 91-24) demeurent statiques et ne favorisent pas l'anticipation de la couverture des risques.
- La circulaire 2021-01 a prévu des modifications au niveau de la **méthode de calcul des provisions collectives** visant à renforcer la couverture du risque de contrepartie et **limiter l'impact des reports d'échéances** appliqués en 2020. Par ailleurs, Il s'agit d'une opportunité pour se préparer à l'impact financier du 1^{er} passage aux IFRS (IFRS 9).

10. Secteur bancaire

Focus : impact de la modification de la méthode de calcul des provisions collectives

Rappel de la méthode de calcul de la provision collective (circulaire 2012-20) (1/2)



10. Secteur bancaire

Focus : impact de la modification de la méthode de calcul des provisions collectives

Rappel de la méthodologie de calcul de la provision collective (circulaire 2012-20) (2/2)

1

Regroupement des engagements 0 et 1 en groupes homogènes

Professionnels

- Agriculture
- I. manufacturières
- Autres industries
- Bâtiments et travaux publics BTP
- Tourisme
- Promotion immobilière
- Commerce
- Autres services

Particuliers :

- Habitat
- Consommation

2

Détermination d'un taux de migration moyen pour chaque groupe

$$TM_{gi}(N) = \frac{\text{Risque additionnel du groupe } i \text{ de l'année } N}{\text{Engagements 0 et 1 } N-1 \text{ du groupe } i \text{ de l'année } N-1} \times 100$$

$$TMM_{gi}(N) = \sum_{N=1}^n TM_{gi}(N)/n$$

- $TM_{gi}(N)$: Taux de migration de l'année N du groupe de créances i
- Risque additionnel du groupe i : les engagements 0 et 1 de l'année N-1 du groupe i devenus classés 2-3-4 à la fin de l'année N
- TMM_{gi} : Taux de migration moyen du groupe de créances i
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TMM_{gi}

3

Détermination d'un facteur scalaire par groupe de créances

$$FS_{gi} = \frac{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe } i \text{ de l'année "Nr"}}{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe } i \text{ de l'année "Nr - 1"}}$$

- Numérateur = Encours des impayés et des consolidations du groupe i à fin "Nr" / Engagements 0 et 1 du groupe i à fin "Nr"
- Dénominateur = Encours des impayés et des consolidations du groupe i à fin N_{r-1} / Engagements 0 et 1 du groupe i à fin N_{r-1}

4

Estimation du taux de provisionnement à appliquer par groupe de créances

$$TP_{gi}(N) = \frac{\text{Montant des provisions sur le risque additionnel du groupe } i \text{ de l'année } N}{\text{Risque additionnel du groupe } i \text{ de l'année } N} \times 100$$

- $TP_{gi}(N)$: Taux de provisionnement de l'année N du groupe de créances i
- TPM_{gi} : Taux de provisionnement moyen du groupe de créances i
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TPM_{gi}
- Par référence aux TPM_{gi} des années antérieures, la direction générale doit se prononcer sur les taux de provisions à retenir « TPR_{gi} » pour le calcul des provisions collectives.

5

Calcul du montant des provisions collectives

- Provision collective du groupe i :

$$PC_{gi} = \text{Engts } gi \text{ 0 et 1} \times TMM_{gi} \times FS_{gi} \times TPR_{gi}$$

- Provision collective globale : somme des provisions collectives par groupe
= $\sum_{i=1}^j PC_{gi}$

10. Secteur bancaire

Focus : impact de la modification de la méthode de calcul des provisions collectives

Principales modifications apportées à la méthode de calcul de la provision collective (circulaire 2021-01)

Segmentation plus détaillée des secteurs d'activité et intégration du secteur public parmi les engagements à provisionner

1

Regroupement des engagements 0 et 1 en groupes homogènes

Professionnels

- Agriculture
- Industries mécaniques et électriques
- Oléifacteurs
- Industries agroalimentaires
- Industries pharmaceutiques
- Autres industries
- Bâtiments et travaux publics BTP
- Tourisme
- Agences de voyages
- Agence de location de voitures
- Promotion immobilière
- Exportateurs d'huile d'olive
- Commerce
- Santé
- Télécom et TIC
- Autres services

Contreparties publiques (Taux de provisionnement minimum 20%)

- Entreprises publiques opérant dans des secteurs concurrentiels
- Autres organismes publics

Particuliers

- Secteur privé : Crédits logements
- Secteur privé : Crédits à la consommation
- Secteur public : Crédits logements
- Secteur public : Crédits à la consommation

Extension de la période minimale retenue pour estimer le taux de migration moyen

2

Détermination d'un taux de migration moyen pour chaque groupe

Un historique d'au moins 5 années antérieures est désormais retenu pour le calcul de la moyenne du taux de migration (au lieu de 3 années), compte non tenu de l'année de référence

Majorations significatives des taux de migration $TM_{gi}(N)$ des groupes de contreparties au lieu de l'utilisation du facteur scalaire FS_{gi}

3

Abandon du facteur scalaire et application des majorations Δ_{gi}

Les majorations Δ_{gi} des taux de migration historiques varient de 1% (commerce, santé, TIC) jusqu'à 7.75% (agences de voyage).

NB. Le taux de migration du secteur du tourisme doit être majoré de 7.25%

Extension de la période minimale retenue pour estimer le taux de provisionnement moyen

4

Estimation du taux de provisionnement à appliquer par groupe de créances

Un historique d'au moins 5 années antérieures est désormais retenu pour le calcul de la moyenne du taux de provisionnement (au lieu de 3 années), compte non tenu de l'année de référence

Calcul du montant de la provision en intégrant la majoration du taux migration au lieu du facteur scalaire

5

Calcul du montant des provisions collectives

- Provision collective du groupe i :

$$PC_{gi} = (Engts_{gi} 0 \text{ et } 1) \times (TMM_{gi} + \Delta_{gi}) \times TPR_{gi}$$

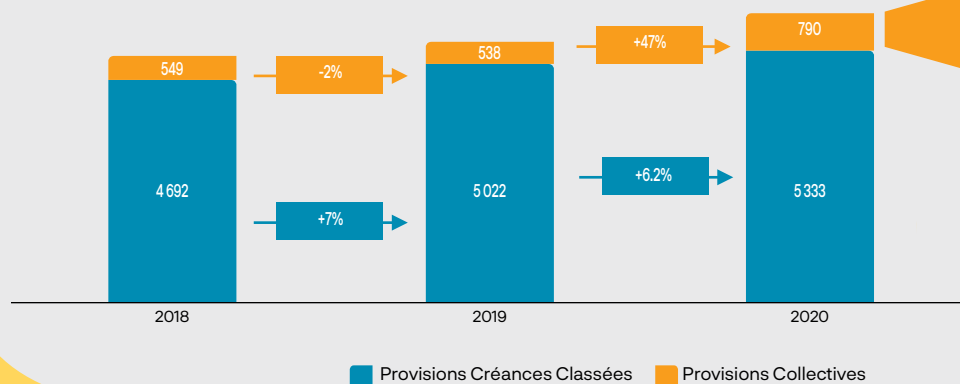
- Provision collective globale : somme des provisions collectives par groupe

$$= \sum_{i=1} PC_{gi}$$

10. Secteur bancaire

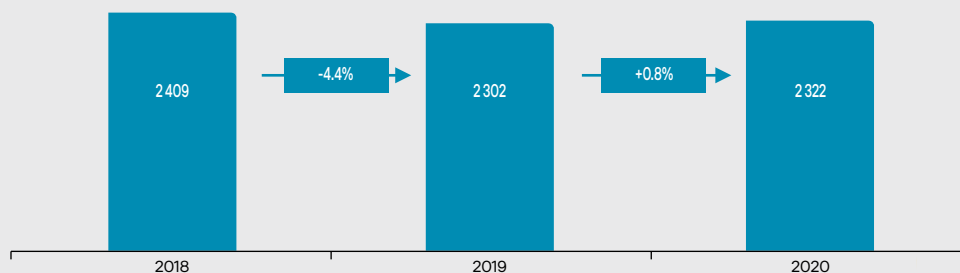
Focus : impact de la modification de la méthode de calcul des provisions collectives

Evolution des provisions²⁰, en MDT et en %



La majoration du taux de migration s'est traduite par une augmentation importante au niveau de la provision collective (+252 MDT, soit +47% en GA).

Evolution des agios réservés, en MDT et en %

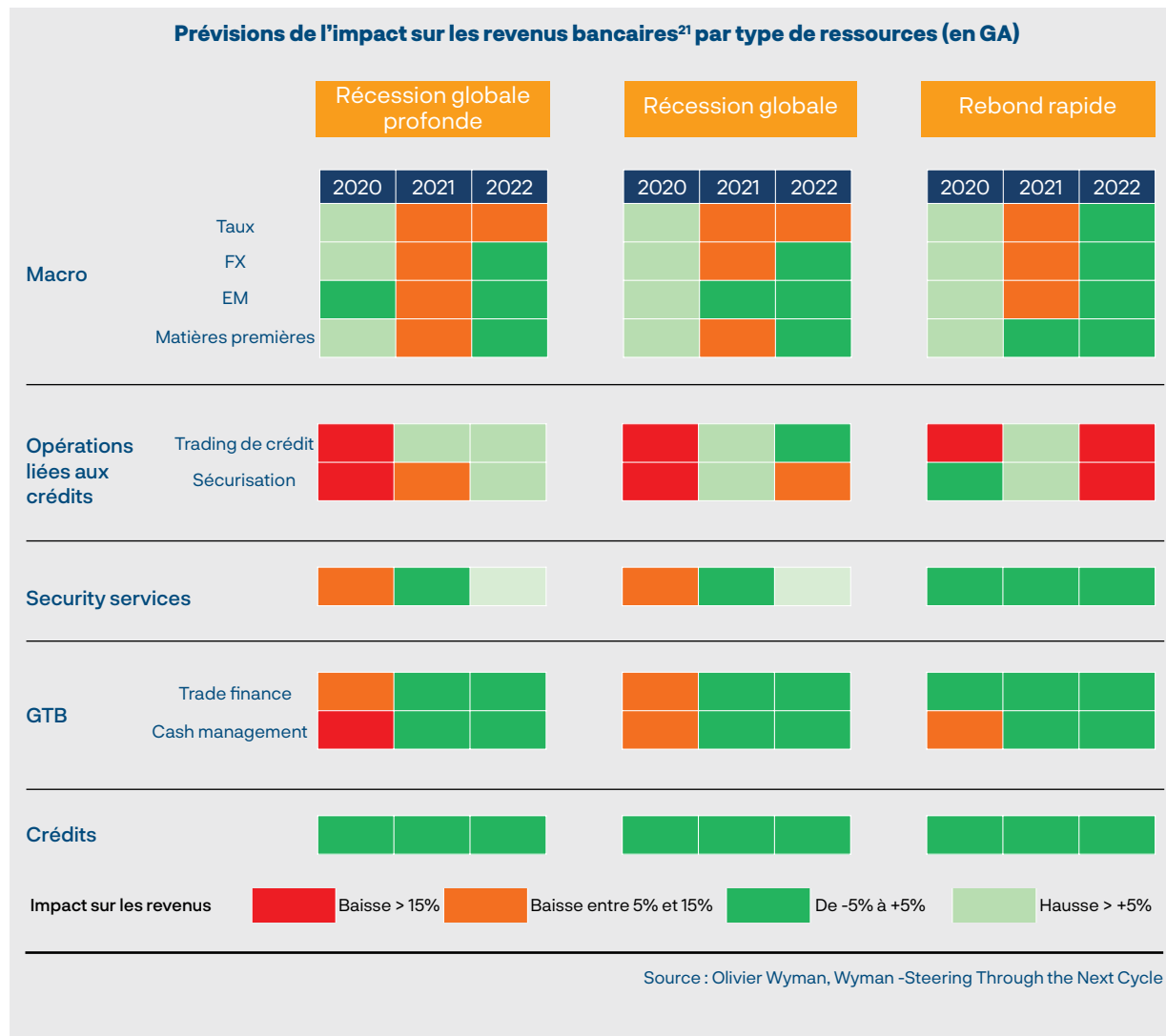


La baisse des agios réservés observée en 2019 serait notamment expliquée par des cessions de créances.

20- Panel de 10 banques cotées

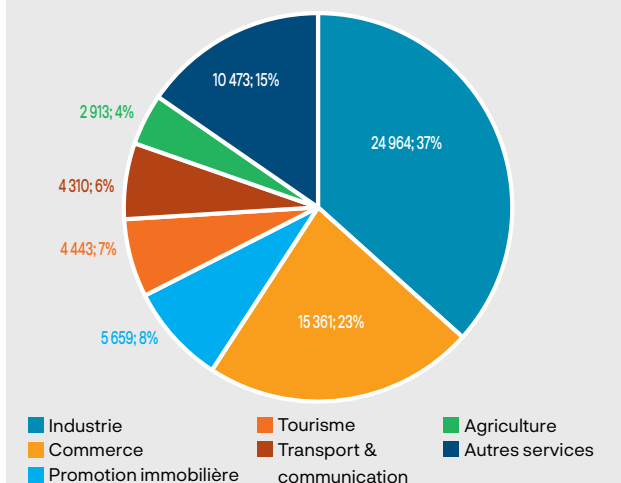
10. Secteur bancaire

Secteur bancaire dans le monde

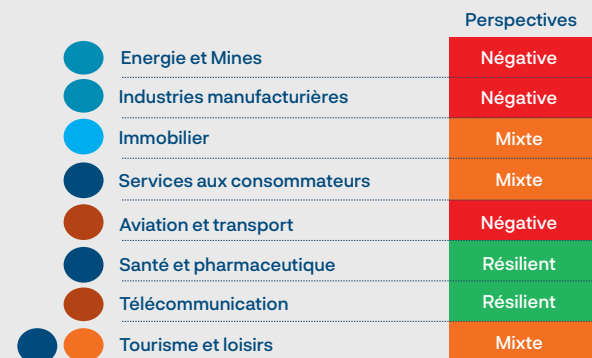


21- Les prévisions concernent les banques de financement et d'investissement

Répartition sectorielle des crédits aux professionnels en Tunisie, en MDT et en %



Prévisions des perspectives sectorielles mondiales



Sources :Oliver Wyman -Steering Through the Next Cycle, Analyse Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

B. Réponses

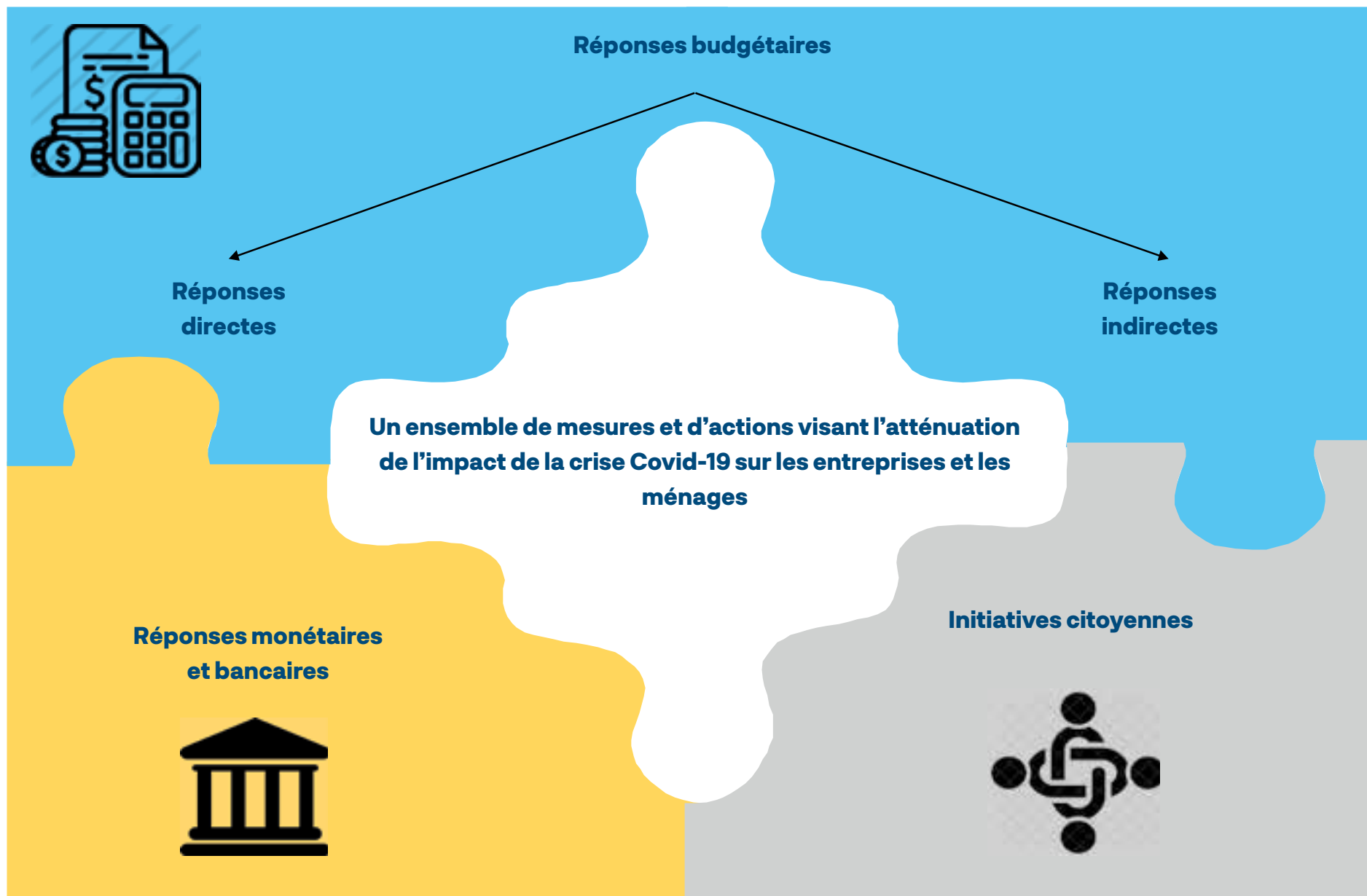
1. Réponses en Tunisie

- a. Réponses budgétaires directes
- b. Réponses budgétaires indirectes
- c. De quelques mesures spécifiques
- d. Plateforme digitale pour l'encadrement et le soutien des entreprises sinistrées par les répercussions de la propagation du coronavirus
- e. Réponses monétaires et bancaires
- f. Initiatives citoyennes

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

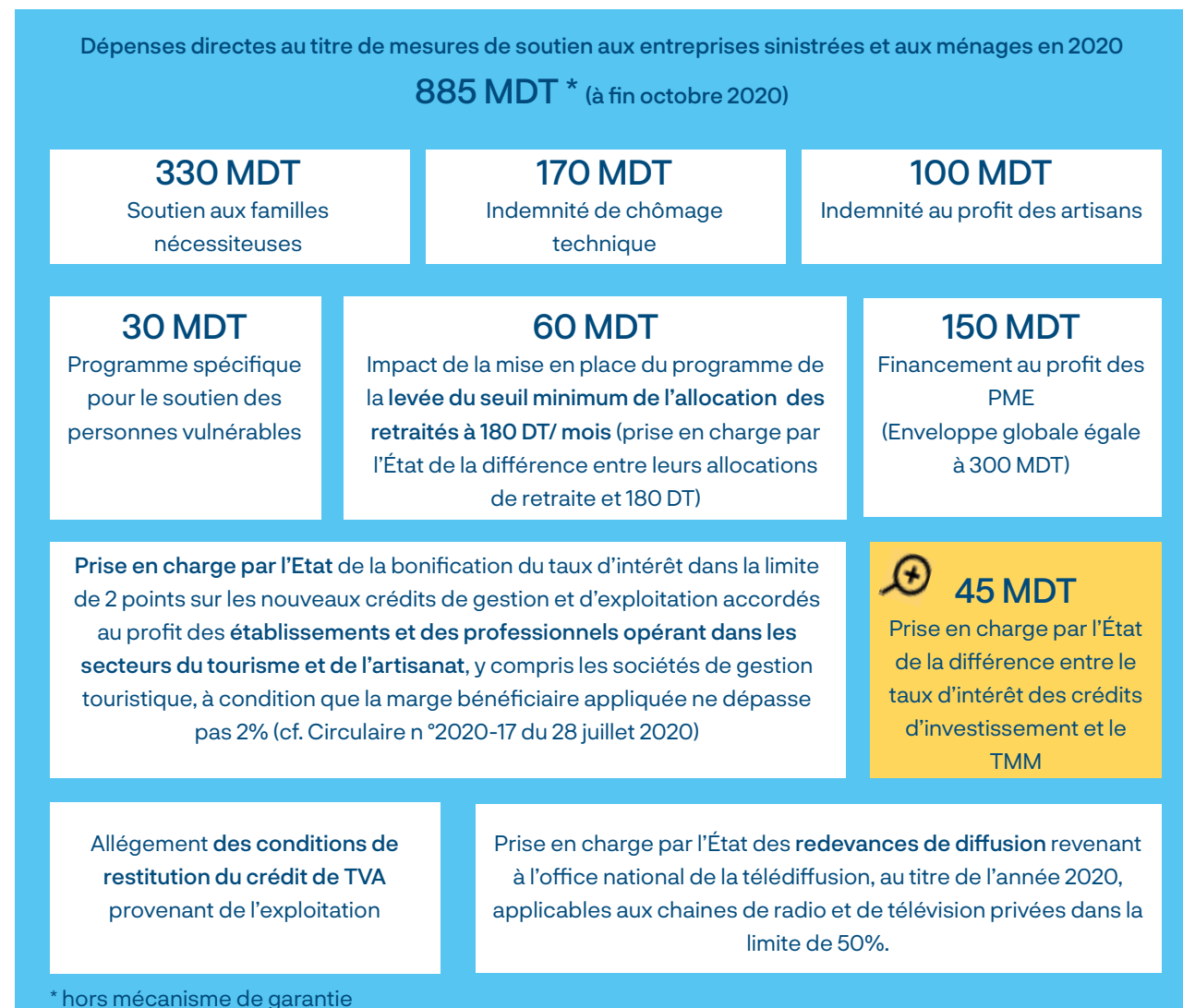
3. De quelques pratiques vertueuses





1. Réponses en Tunisie

a. Réponses budgétaires directs



Prise en charge par l'État de la différence entre le taux d'intérêt des crédits d'investissement et le TMM

- Cette mesure a été initialement prévue par la loi d'amélioration du climat d'investissement (47-2019) du 29 mai 2019. Le décret d'application relatif à cette mesure a été publié le 24 décembre 2019, soit 7 mois après la promulgation de la loi. Concrètement, son activation n'a eu lieu qu'en 2020 dans le cadre des mesures spécifiques prises par le Gouvernement pour soutenir les PME affectées par la crise économique et sanitaire Covid-19.

Source : LFC 2020, octobre 2020

1. Réponses en Tunisie

b. Réponses budgétaires indirectes²²



1 500 MDT

Mécanisme de garantie des crédits alloués au profit des entreprises et des professionnels dont 500 MDT au profit des établissements et des professionnels opérant dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat.

A fin mars 2021, le montant des crédits couverts par ce mécanisme s'élève à 800 MDT. La période de disponibilité du mécanisme a été abrogée jusqu'au 31 décembre 2021

Report du délai de déclaration et de paiement de l'Impôt sur les Sociétés et de la Contribution Sociale de Solidarité au 31 mai 2020 et ce pour les sociétés autres que celles soumises à l'IS au taux de 35%

Suspension des pénalités de retard pour le paiement d'impôt et ce durant la période allant du 1^{er} avril 2020 jusqu'au 30 juin 2020

Report des paiements des cotisations sociales à la charge de l'employeur

Mécanisme de garantie des crédits

Mécanisme de garantie, soutien et appui à la résilience des entreprises "SARE"

- **Entreprises éligibles :**

- Entreprises inscrites préalablement sur la plateforme dédiée, ayant obtenu un ticket d'éligibilité par l'administration des finances (cf. page 47; conditions d'éligibilité)

- **Concours éligibles :**

- Nouveaux **crédits de gestion** pour couvrir les charges et les **dépenses d'exploitation nécessaires au maintien du personnel** et à la **poursuite de l'activité**.

- Le montant du crédit doit être :

- < 25% du CA HT de l'année 2019 ou l'équivalent de six (6) mois de masse salariale pour les entreprises créées après le 1^{er} janvier 2019.
- < 1 million de dinars par entreprise

- Le délai de remboursement peut atteindre 7 ans avec un délai de grâce pouvant aller jusqu'à 2 ans.

- Le taux d'intérêt ne doit pas dépasser TMM+1.75.

- **Quotité de garantie :**

- La quotité garantie varie entre 70% et 90% en fonction du CA de l'entreprise

- **Faits générateurs de la garantie :**

- Déclaration de la déchéance due à terme du crédit et **engagement de poursuites judiciaires**.

- Le prononcé du jugement de règlement ou de liquidation judiciaire, si le bénéficiaire du mécanisme de garantie fait l'objet d'une procédure collective postérieurement.

- **Points d'attention :**

- Le mécanisme ne se traduit pas par un décaissement immédiat, mais plutôt par une garantie de remboursement activée en cas d'incident de non paiement au profit des banques ayant engagé des poursuites judiciaires.

- Bien que la garantie varie de 70% à 90% du principal impayé, le remboursement effectif en cas d'impayé est soumis à une règle de "STOP LOSS" qui limite le tirage à 20% de la quotité garantie.

²² - Non exhaustives

1. Réponses en Tunisie

c. De quelques mesures spécifiques²³

- Relèvement du pourcentage de vente sur le marché local de 30 % à 100% pour les entreprises totalement exportatrices opérant dans les industries agroalimentaires et de santé au titre de l'année 2020.
- Relèvement du pourcentage de vente sur le marché local de 30 % à 50% pour les autres entreprises totalement exportatrices au titre de l'année 2020.

- Abandon des pénalités de retard sur les marchés publics

- Possibilité de déclaration en ligne des salaires et paiement de la CNSS par virement ou chèque même si l'employeur ne dispose pas d'un certificat électronique.

★ **Opportunité post-Covid-19 : la crise du covid-19 a permis d'accélérer certains projets en vue de s'aligner aux exigences du "New-normal" dont notamment la digitalisation des services publics. Nous y reviendrons avec plus d'exemples aux niveaux national et international**

d. Plateforme digitale pour l'encadrement et le soutien des entreprises sinistrées par les répercussions de la propagation du coronavirus

Conditions d'éligibilité aux mesures accordées de soutien (Décret-loi 2020-6 du 16 avril 2020)

- L'entreprise **ne doit pas être en cessation d'activité avant fin février 2020**
- L'entreprise **ne doit pas être** soumise aux procédures de redressement judiciaire dans le cadre de la loi relative aux procédures collectives
- L'entreprise **doit prouver** que son activité a été affectée par la propagation du Covid-19, et ce moyennant 2 indicateurs :
 - La baisse du CA mensuel en mars 2020 doit dépasser 25% en GA : $CA \text{ mars } 2020 / CA \text{ mars } 2019 -1 > 25\%$
 - Ou la baisse du CA mensuel en avril 2020 doit dépasser 40% en GA : $CA \text{ avril } 2020 / CA \text{ avril } 2019 -1 > 40\%$
- L'entreprise **doit maintenir tous ses agents permanents** ou ceux liés par des contrats de travail à durée déterminée
- L'entreprise **doit avoir déposé toutes ses déclarations fiscales** dont le délai intervient à la fin du mois de février 2020.



23 - Non exhaustives

1. Réponses en Tunisie

e. Réponses monétaires et bancaires

- **Baisse du taux directeur à 2 reprises :**
 - 17 mars 2020 : -100 pb (de 7.75% à 6.75%)
 - 30 septembre : -50 pb (de 6.75% à 6.25%)
- **Report par les BEF** des tombées d'échéances de crédits au profit des entreprises et particuliers (cf. [NC2](#), page 65)
- Possibilité aux banques d'accorder, jusqu'à fin décembre 2020, de nouveaux financements exceptionnels destinés au **financement du cycle d'exploitation** (cf. circulaire 2020-12 du 28 mai 2020).
 - Ces crédits ne doivent pas dépasser 25% du CA en hors taxes réalisé en 2019 ou l'équivalent de la masse salariale pendant 6 mois pour les entreprises qui sont entrées en activité après janvier 2019.
 - La durée de remboursement ne doit pas dépasser 7 ans dont 2 années de grâce.
- Assouplissement **des règles du respect du ratio des prêts sur les dépôts (ratio LTD)** jusqu'au 3^{ème} trimestre 2020 avec instauration d'une réduction de 1% par trimestre au lieu de 2% pour les banques dont le ratio dépasse 120% et en déduisant du numérateur les montants non recouverts suite au report des échéances en relation avec Covid-19
- Assouplissement de la politique de refinancement : la BCT accepte pour la 1^{ère} fois, à titre exceptionnel, le refinancement des crédits classés 2 et 3 (cf. circulaire 2020-12 du 28 mai 2020).
- Injection de **2.8 milliards DT** dans le compte de trésor (cf. LFR 2)
 - ★ • A l'instar des banques centrales dans le monde, la BCT a fait preuve de flexibilité en acceptant de financer directement le budget de l'État, dans le cadre d'une mesure exceptionnelle et provisoire permettant d'atténuer les répercussions budgétaires de la crise Covid-19.
 - D'ailleurs, la Banque d'Angleterre a également décidé de financer directement le budget de l'État moyennant le mécanisme "Ways and Means Facility". Le financement s'est limité à 400 M£ à fin de répondre à des besoins urgents en liquidité en avril 2020.

24- Source : Ministère de la santé, 24 mars 2021

f. Initiatives citoyennes

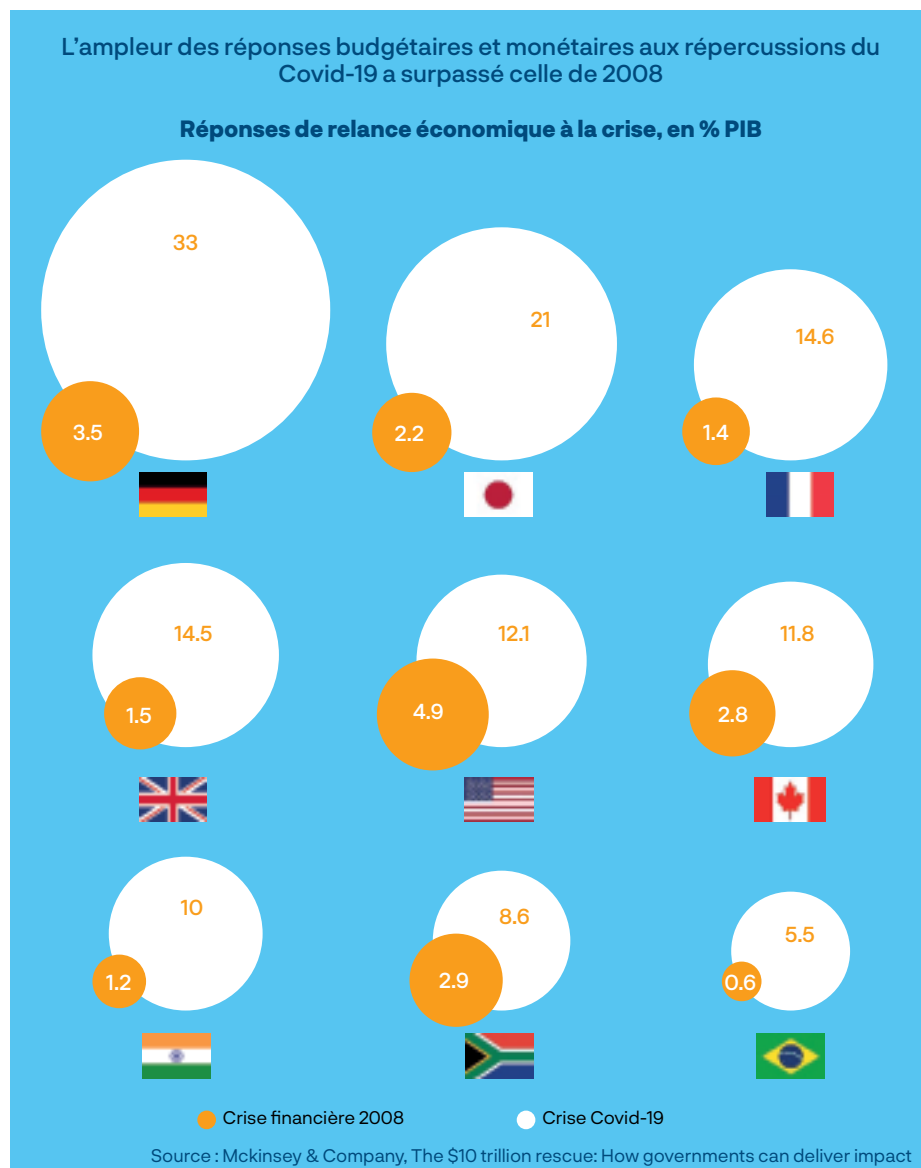
- Un fonds de solidarité citoyenne a été créé le 15 mars 2020 en vue participer à la lutte contre la propagation du Covid-19 et limiter ses conséquences économiques.
- La somme totale des fonds collectés s'élève à **204 MDT²⁴**.
- Les dépenses effectuées et engagées s'élèvent **130 MDT²⁴ dont 44 MDT dédiés** aux équipements médicaux, transport sanitaire, acquisition des respirateurs et des lits de réanimation.



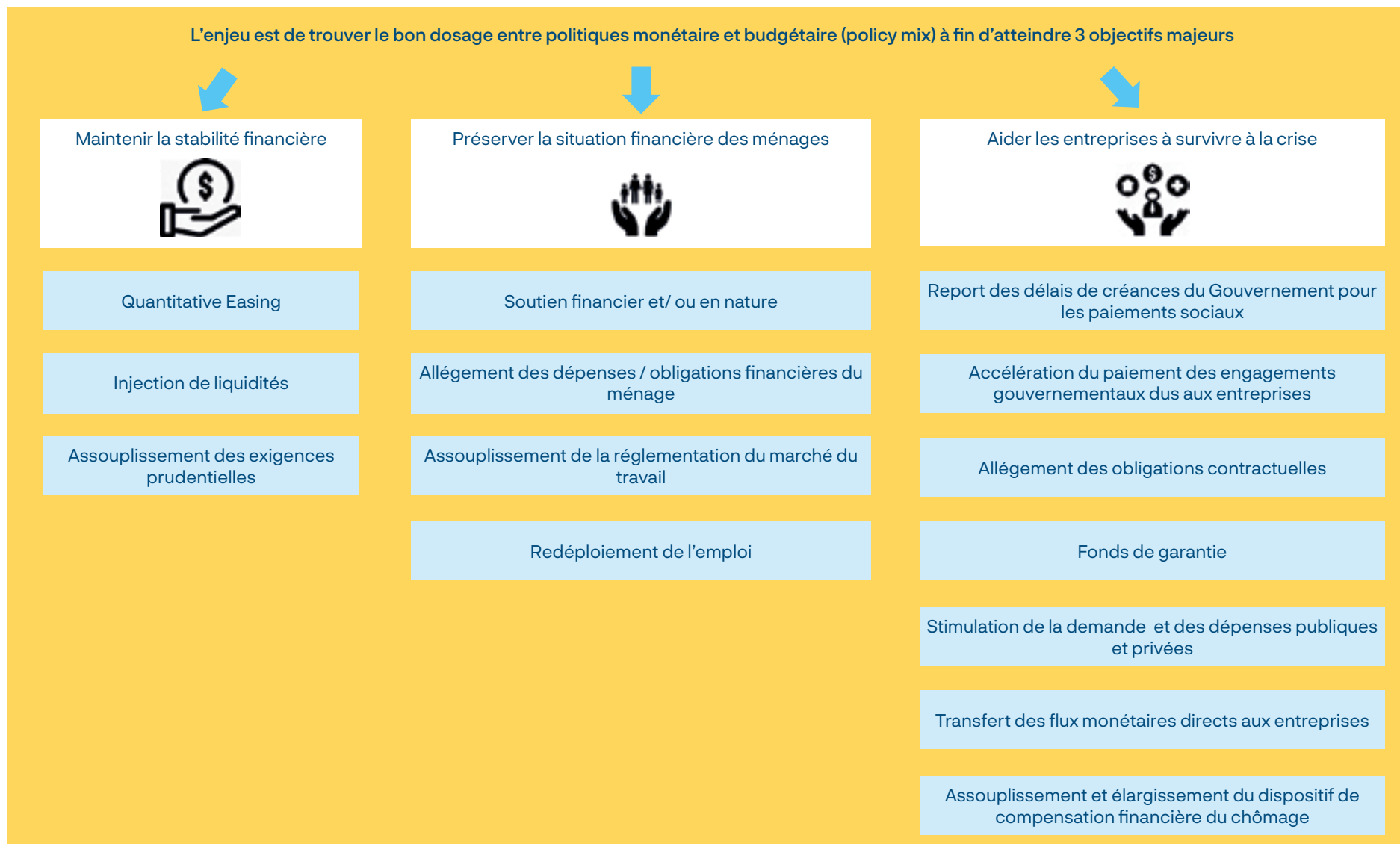
Pour conclure ...

- Le **Policy-mix** est la combinaison optimale et harmonieuse de la politique **monétaire** et la politique **budgétaire** visant à atteindre les objectifs économiques du pays. Dans le contexte covid-19, le Policy-mix est une clé majeure pour apporter les réponses adéquates.
 - En Tunisie, l'ensemble des mesures prises pour **limiter les répercussions économiques** de la crise covid-19 pourrait être qualifié d'une **tentative de Policy-mix**. En effet, à défaut d'un **plan multidimensionnel et synchronisé**, les **effets escomptés** d'une telle tentative ne peuvent être que limités.
-
- **Par ailleurs, il est important de souligner que certaines contraintes ont également limité l'efficacité de ces mesures :**
 - Le mécanisme de **contrôle à priori** (c.-à-d. précédant le bénéfice des mesures) aurait discriminé certaines entreprises, mettant ainsi en péril leur pérennité. Aussi, les conditions d'éligibilité discutables (notamment celles encadrant la baisse du CA) écartent systématiquement plusieurs entreprises. Par exemple : une entreprise dont le CA a subi une baisse importante après avril 2020, ou dont le taux de régression est légèrement inférieur aux taux définis, n'est pas éligible.
 - La **lenteur de mise en place des mesures** dans un contexte d'urgence : le décret gouvernemental 308-2020 relatif à la fixation des critères d'éligibilité des entreprises affectées a été publié 3 semaines après la publication des mesures de soutien (décret-loi 2020-06 du 16 avril 2020).
 - L'enveloppe budgétaire dédiée au soutien de l'économie est jugée relativement modeste (\approx 1% du PIB), abstraction faite du mécanisme de garantie.
 - Par ailleurs, quid de l'absence d'un accès permanent à la plateforme ?

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale



2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale



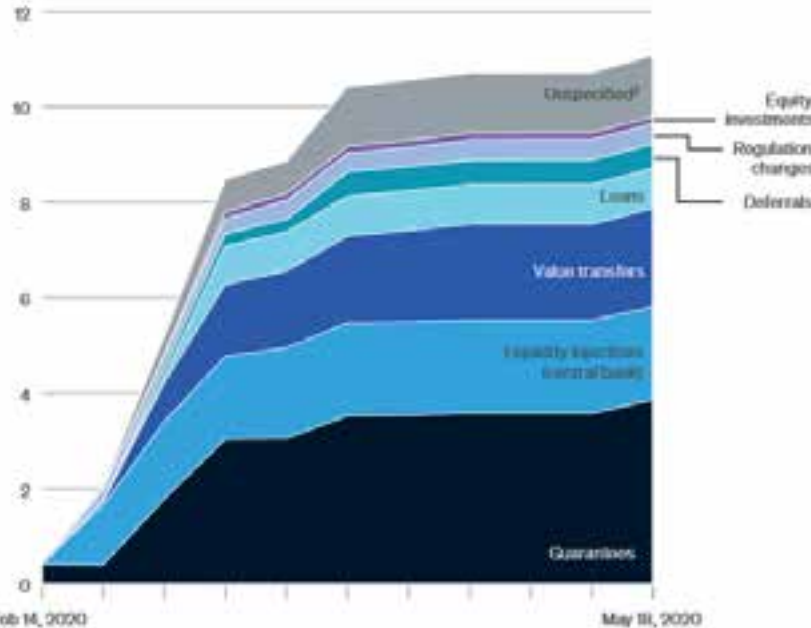
Source : Mckinsey & Company, The \$10 trillion rescue: How governments can deliver impact, Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

En guise de réponses, les Etats ont adopté un mix de mesures

The global governmental stimulus response to the COVID-19 crisis exceeds \$10 trillion.

Cumulative size of stimulus response¹ by week, \$ trillion (not exhaustive)



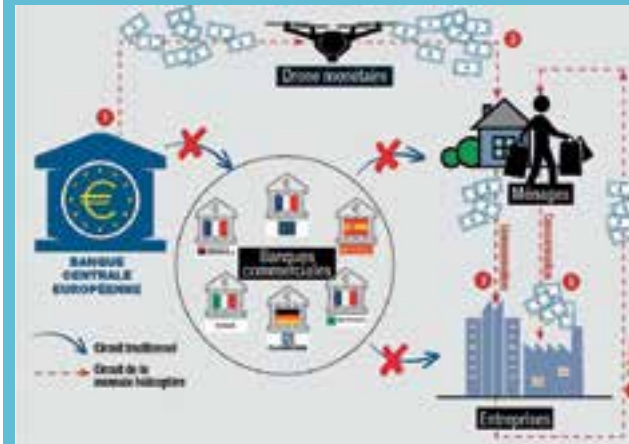
Célérité

- La mise en place des réponses de soutien économique a été assez rapide, tentant de suivre le rythme d'évolution de la pandémie, voire d'anticiper les éventuels dégâts possibles.

Arbitrage et priorisation

- Un recours massif au mécanisme de garantie, suivi de l'injection de liquidités et du transfert de valeurs

Injection de liquidité : la monnaie hélicoptère ... pourrait-elle relancer la demande ?



Source : Anastasia Melachrinou, ecoenschemas.com

“La monnaie hélicoptère consiste à donner, de manière directe, de la monnaie créée par la banque centrale aux agents économiques, que ce soit aux ménages ou aux entreprises”

Laurent Quignon
Economiste, BNP
Paribas

- Permet d'atténuer la pression sur les crédits pour alimenter l'économie
- Stimule les dépenses et la croissance économique rapidement

- Peut conduire à une inflation excessive
- Peut conduire à une dévaluation de la monnaie en relation avec l'augmentation de l'offre monétaire

Assouplissement quantitatif ou “quantitative Easing” (QE) pour relancer les crédits

- Le QE consiste pour une banque centrale à racheter des titres publics au marché en vue d'augmenter la quantité d'argent en circulation et de permettre aux banques de disposer de plus de moyens pour octroyer les crédits.

Banques Centrales ayant adopté le QE durant la crise du Covid-19 (non exhaustive)



Réserve Fédérale



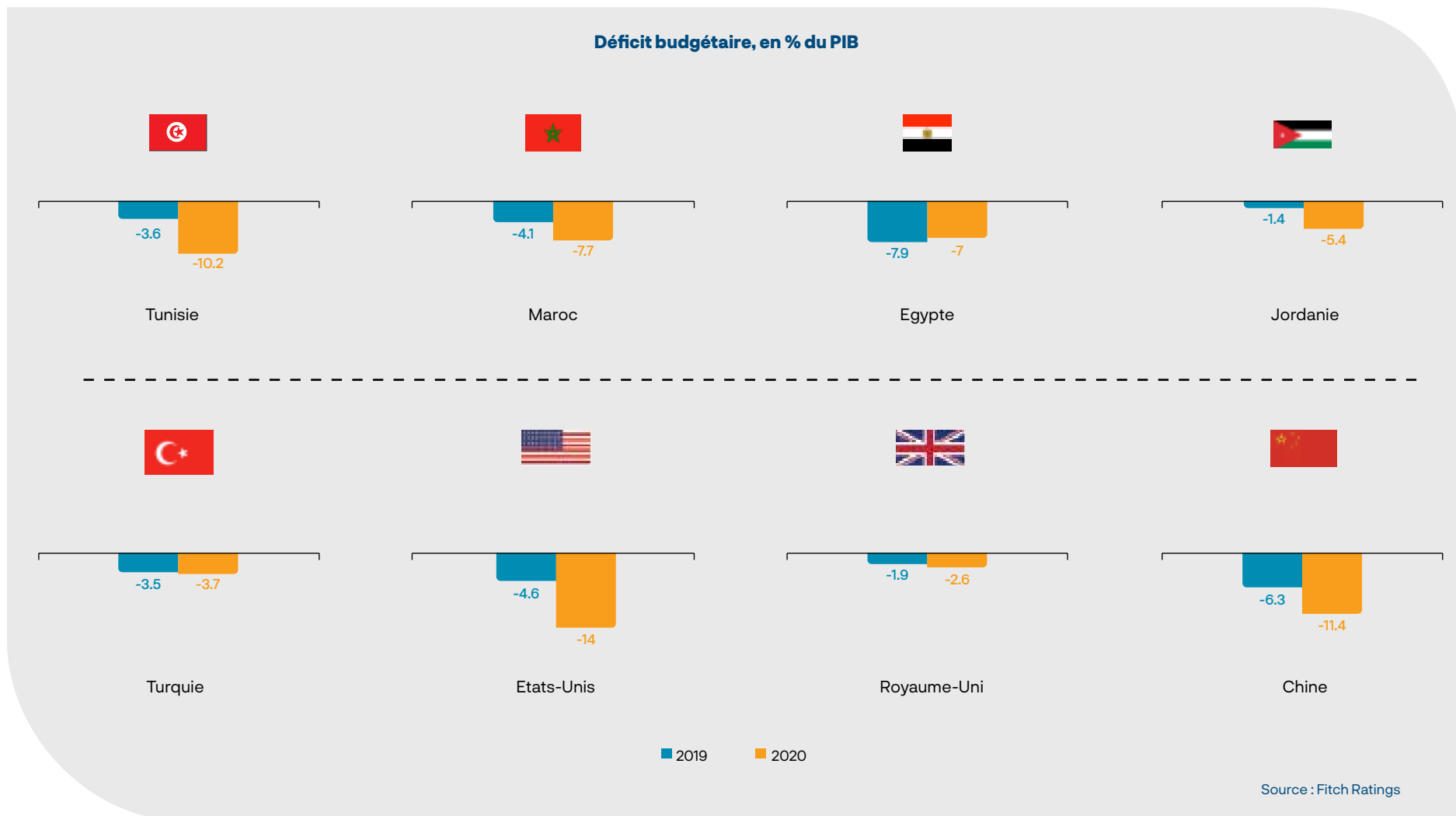
Banque du Japon



BCE

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

Réponses budgétaires : la forte dégradation des déficits budgétaires reflète l'impact de la baisse d'activité économique (baisse des ressources), mais aussi l'ampleur des réponses (hausse des dépenses)

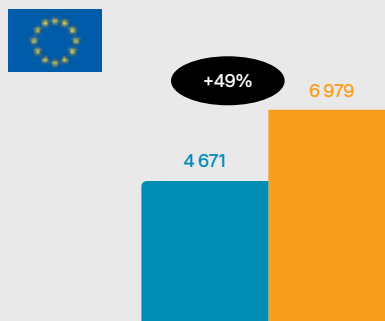


2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

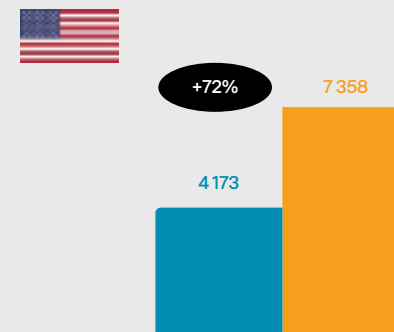
Réponses monétaires : l'accroissement des bilans des banques centrales reflète l'ampleur de la réponse monétaire



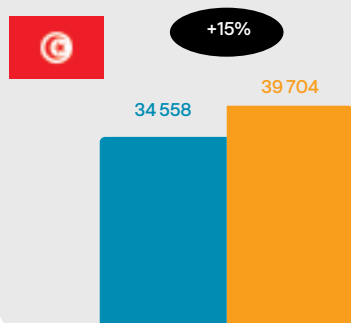
Bilan l'Euro-système²⁵ en milliards d' €



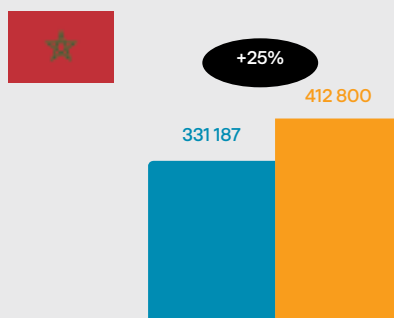
Bilan Fed en milliards d' \$



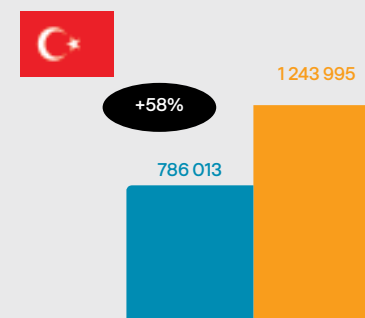
Bilan BCT en milliards MDT



Bilan Bank Al-Maghrib en M MAD



Bilan BCRT en M ₺



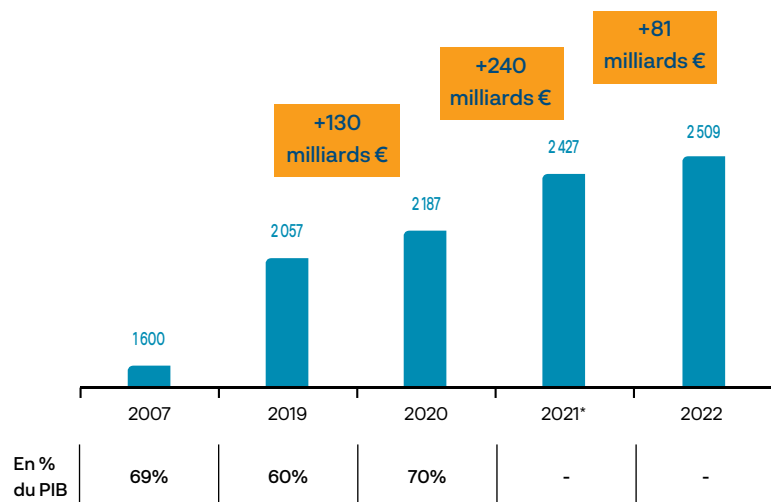
■ 2019 ■ 2020

25- Bilan annuel consolidé de l'Euro-système, qui comprend les actifs et passifs des BCN des pays de la zone euro et de la BCE vis-à-vis des tiers,

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

De l'importance de la rigueur budgétaire : cas de l'Allemagne

Dettes publiques en milliards d'€



+450 milliards € en 3 ans (2020, 2021, 2022) soit l'équivalent de la dette additionnelle brute des 13 ans précédant la crise sanitaire

- Ainsi, l'Allemagne dérogera 3 années consécutives à sa règle constitutionnelle de rigueur budgétaire ("schwarze Null) interdisant d'emprunter plus de 0.35% du PIB chaque année, soit 13 milliards d'€ par an en moyenne (Cf. [NC2](#) page 23).
- Bien qu'elle soit critiquée, la politique budgétaire allemande, aboutissant à un **taux d'endettement modéré**, représente un avantage de taille, offrant au pays une **marge de manœuvre importante** pour l'atténuation des répercussions économiques et sociales du Covid-19. En effet, cette marge lui a permis de mobiliser rapidement des ressources additionnelles, tout en maîtrisant relativement son taux d'endettement mettant en exergue l'importance de la rigueur budgétaire engagée depuis plusieurs années.
- L'Allemagne compte renouer avec la rigueur budgétaire en 2023.

“Le principe du frein à l'endettement a été payant. Il nous permet aujourd'hui de contracter, grâce aux économies réalisées, des crédits illimités pour faire face à des crises exceptionnelles comme celle-ci.”

Lutz Lienenkämper
Membre du Conseil fédéral (Bundesrat) de la république fédérale d'Allemagne

“Nous débloquons les moyens nécessaires pour surmonter les conséquences économiques et financières de la pandémie. Nous préparons le terrain pour des investissements records visant la protection du climat et la numérisation.”

Olaf Scholz
Ministre fédéral des finances

2. Benchmark de réponses à l'échelle internationale

Dépenses publiques : le recours à l'endettement (au lieu de l'accroissement de la pression fiscale) serait-il un moteur de relance de la croissance ?

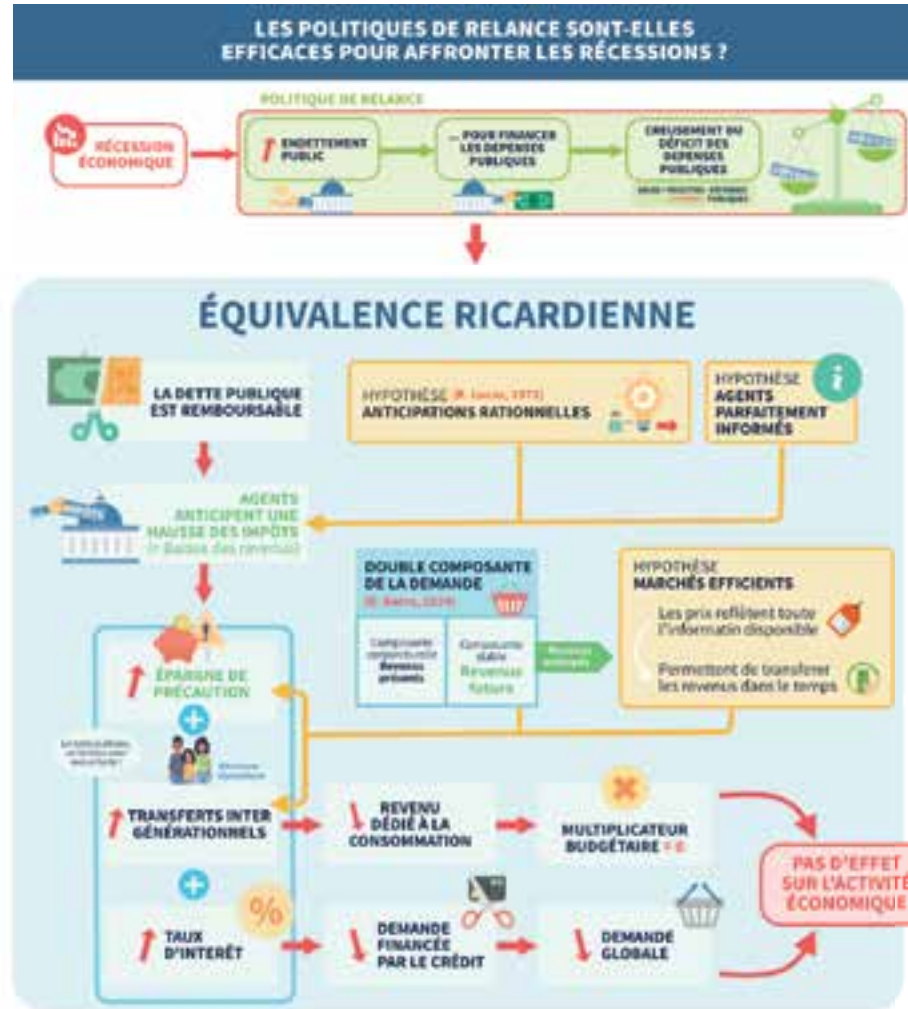
- La hausse des dépenses publiques suite à la mise en place des différents mécanismes de soutien économique a engendré une hausse du déficit public et donc une augmentation du besoin de financement.
- La majorité des Gouvernements ont eu recours à l'emprunt pour financer les dépenses publiques (au lieu d'une hausse des impôts). Ce choix serait expliqué par l'objectif de relancer la demande (Absence d'impôt supplémentaire → pas de baisse du revenu disponible).
- Toutefois, le concept d'équivalence ricardienne stipule que la hausse des dépenses publiques aurait un effet limité sur l'activité économique, et ce indépendamment du type de ressources (emprunts ou impôts) (cf. graphique à droite). En effet, le ménage va anticiper une hausse future des impôts pour faire face au remboursement de la dette publique contractée. Ainsi, le ménage va épargner au lieu d'augmenter sa consommation. Finalement, les deux modes de financement seraient "équivalents" en termes d'impact sur la demande des ménages.

Ainsi, quelle politique de relance faut-il adopter ?

Ils ont dit ...

"Chacun doit avoir à l'esprit que les emprunts d'aujourd'hui, ce sont les impôts de demain. Ne pensons pas que l'on pourra dépenser, dépenser, sans qu'il y ait des conséquences. (...) Contrairement à tout ce qui se dit, les impôts vont augmenter"

François Hollande
Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI
11 octobre 2020



Quid de l'impact de l'épargne accumulée sur la relance de l'investissement ?

Source : Anastasia Melachrinou, ecoenschemas.com

3. De quelques pratiques vertueuses



Face à l'émergence de certaines pratiques opportunistes, la France a créé un comité de crise dédié à la résolution de problèmes en relation avec les délais de paiement

Incidents de paiement en hausse à cause de l'émergence de certaines pratiques opportunistes :

- Revue à la baisse des prix contractuels par les clients, parfois de manière rétroactive
- Hausse unilatérale des tarifs par des fournisseurs en position de force
- Allongement des délais de paiement profitant de la non-validation des factures
- Décalage de la facturation suite au retard d'émission des bons de commande

Création d'un comité de crise dédié à la résolution de problèmes en relation avec les délais de paiement

Mode de fonctionnement : réunions hebdomadaires du médiateur des entreprises et du médiateur national du crédit avec :

Organisations socio-professionnelles

Chambres des métiers et de l'artisanat

Chambres de commerce et d'industrie

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Principales missions

1

Identifier l'impact des délais de paiement et **détecter** les cas les plus évidents

2

Trouver les moyens de **mesurer instantanément** et d'informer sur la situation en matière de crédit interentreprises

3

Mettre un terme aux situations critiques par l'engagement des représentants des entreprises et être en mesure d'agir auprès des entreprises dont le comportement est anormal

4

Valoriser les entreprises s'engageant volontairement dans la solidarité économique.

Une idée ingénieuse : le comité publie la liste des entreprises ayant procédé à un paiement accéléré de leurs fournisseurs (plus particulièrement les PME). Cette pratique est à la fois valorisante pour les entreprises en question, en plus, elle incite indirectement les autres entreprises à s'engager volontairement dans les efforts de solidarité et de soutien de l'économie.

Source : Le portail de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics, France

3. De quelques pratiques vertueuses



Déplafonnement du dispositif de chômage technique

L'**activité partielle** est un outil au service de la politique publique de prévention des licenciements économiques qui permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés.

Dans le cadre des mesures prises pour limiter les répercussions de la crise covid-19 sur les emplois, l'indemnisation versée par l'État a été déplafonnée passant du smic à **4.5 x Smic**.

«Je pense qu'il faudrait déplafonner ... ça va se chiffrer en centaines de millions d'euros, mais je pense que c'est de l'argent bien dépensé .. Aussi, Je pense qu'il faut profiter de cette crise et des difficultés économiques actuelles pour porter une amélioration radicale du dispositif de chômage partiel en France»

Bruno Le Maire
Ministre de l'Economie

Le mécanisme :

L'allocation versée couvre dans la limite de :

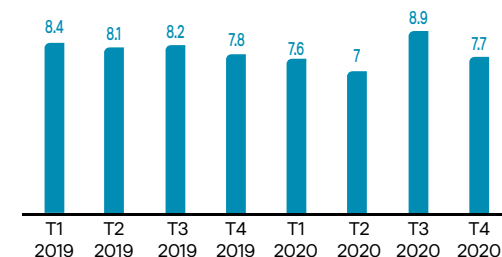
- **60%** de la rémunération antérieure brute quel que soit l'effectif de l'entreprise
- **100%**²⁶ de la rémunération antérieure brute quel que soit l'effectif de l'entreprise au profit des entreprises des secteurs :
 - Du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'évènementiel
 - Faisant l'objet de restrictions législatives ou réglementaires particulières en raison de la crise sanitaire ou impactées par le couvre-feu mis en place dans plusieurs villes de France à compter du 17 octobre 2020.
- Cette mesure **n'exige pas des conditions liées à l'ancienneté**, ni au type de contrat de travail ni au temps de travail du salarié (temps partiel, temps plein).
- Un **contrôle à posteriori** a été appliqué avec rigueur pour sanctionner les entreprises ayant bénéficié à tort de ce dispositif sur la base de déclarations erronées.

Quand les mesures sont inclusives ...

Un dispositif ciblé d'activité partielle a été mis en place aussi afin de tenir compte des certains **salariés auprès de particuliers-employeurs du secteur du service à la personne**, offrant une indemnisation à hauteur de **70% du salaire brut ; au profit des :**

- Salariés à domicile dont l'activité n'est pas autorisée durant le confinement
- Salariés d'un particulier-employeur exerçant une activité indépendante arrêtée du fait des mesures sanitaires
- Salariés à domicile "vulnérables" pouvant développer des formes graves de Covid-19

Taux de chômage en France métropolitaine, en %



²⁶- Ministère du travail, de l'emploi, et de l'insertion (France), ce taux est applicable jusqu'au 31/12/2020, ensuite un taux de 70% sera appliqué

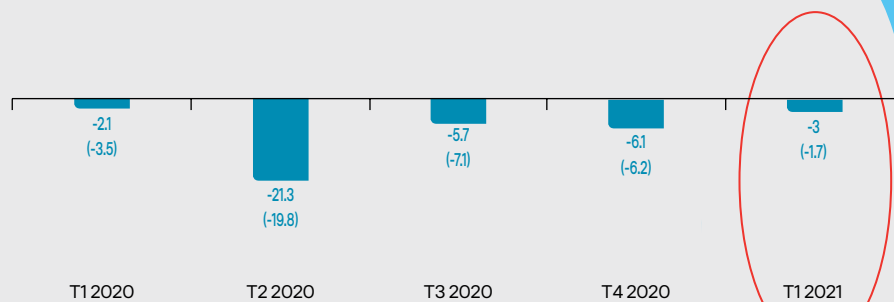
C. Tunisie : réalisations

**1^{er} trimestre 2021 et
perspectives annuelles**



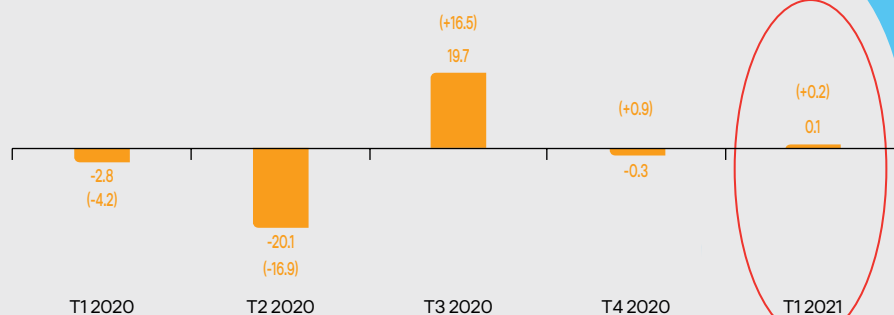
1. Trajectoire PIB

Evolution du PIB, en %, en GA



(x) valeur selon la nouvelle méthodologie INS

Evolution du PIB, en %, en GT



(x) valeur selon la nouvelle méthodologie INS

L'analyse de la croissance au 1^{er} trimestre devrait être nettement nuancée afin de mieux approcher la trajectoire du PIB en 2021 :

- **PIB en GA (-3%)** : il est important de noter que le PIB du 1^{er} trimestre 2020 est loin de refléter le profil du PIB de l'année 2020 dans son intégralité (cf. page 11)
- **PIB en GT (+0.1%)** : ce chiffre est indicatif dans la mesure où il nous permet indirectement d'estimer "l'acquis de croissance". Les calculs de l'équipe prospective et recherche économique font ressortir une croissance acquise de 3% sur l'année pleine 2021.

Deux vecteurs pourraient impacter dans un sens ou un autre la croissance acquise de 2021 :

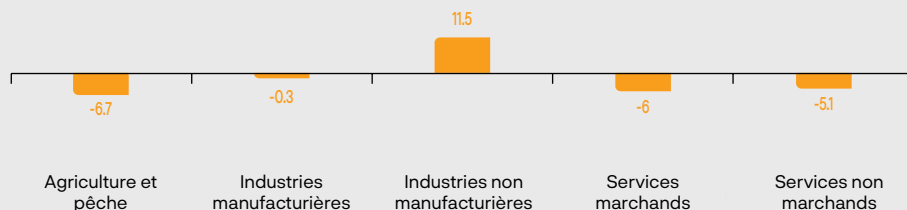
- De nouvelles vagues de la pandémie Covid-19 pourraient aboutir à une réversion à la baisse du taux de la croissance acquise : d'où l'impératif vital d'accélérer la campagne de vaccination et d'accroître la disponibilité des vaccins.
- Les 9 mois de l'année 2021 vont être impactés positivement (révision à la hausse du taux de 3% de la croissance acquise) par la récolte céréalière (valeur ajoutée agricole), par la reprise de la consommation et par la contribution (même faible) de l'activité touristique qui serait fort probablement supérieure à celle de 2020.

L'acquis de croissance

L'acquis de croissance correspond au taux de croissance annuel du PIB qui serait obtenu pour une année civile si le montant du PIB du dernier trimestre connu était simplement maintenu sur les trimestres restant jusqu'à la fin de l'année.

1. Trajectoire PIB

Evolution du PIB par secteur d'activité, T1 2021, en %, en GA



• PIB par secteur d'activité :

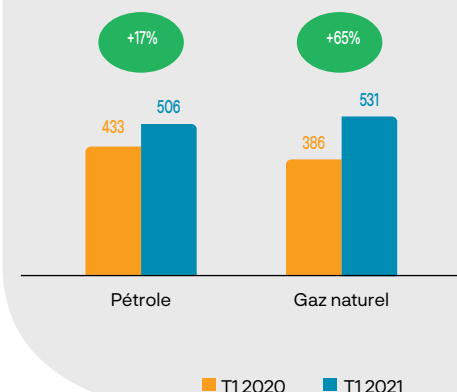
- **Agriculture et pêche** : la contraction est due principalement à la baisse de la production d'olives (production d'olives annuelle en 2021 estimée à 700 mille tonnes versus 2 000 mille tonnes en 2020, soit une baisse de 65%)²⁷.

Sur l'ensemble de l'année, cette contraction serait atténuée grâce à la production de céréales qui serait supérieure à celle de l'année précédente (1 900 mille tonnes versus 1 534 milles en tonnes en 2020, soit une augmentation de 24%)²⁷.

- **Industries manufacturières** : comparée à l'année 2020, la contraction de la VA a été atténuée. Rappelons également, que le secteur endure des difficultés structurelles précédant la crise covid-19 (cf. [NC2](#), page 14).

- **Industries non manufacturières** : une croissance remarquable expliquée par la reprise de l'extraction de pétrole et du gaz naturel (+26% en GA) et celle du bâtiment et génie civil (+10% en GA), qui ont permis de compenser la baisse de la VA du secteur des mines (-32% en GA)

Evolution de la production de l'énergie primaire, en KTEP-PCI



L'apport de Halk el Manzel²⁸ (13% de la production du pétrole) et de Nawara (31% de la production du gaz naturel et 4% de la production du pétrole) a compensé la baisse de la production enregistrée dans plusieurs champs.

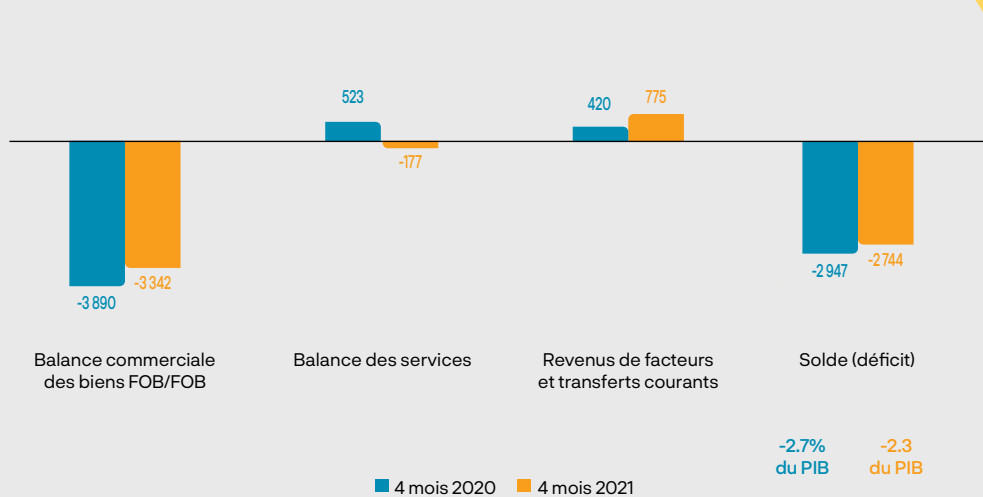
- **Services marchands** : la majorité des secteurs ont enregistré une baisse au niveau de leurs VA. Sur l'ensemble de l'année, une reprise relative par rapport à 2020 pourrait être observée au niveau du secteur des services d'hôtellerie et de restauration et ses services connexes.

27-Tableau de bord, ONAGRI mars 2021 ;

28- Pétrole et condensat, entrée en production en janvier 2021

2. Paiements courants

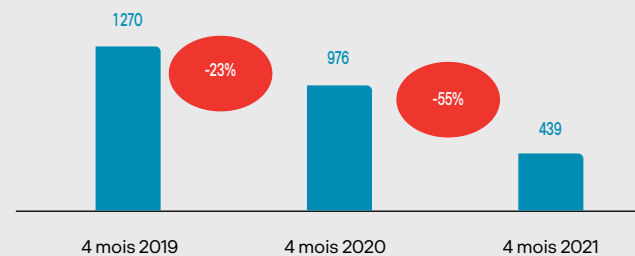
Evolution des paiements courants, en MDT



*Fob : sans coûts de transport et autres frais (assurance) et taxes y afférant. Les importations sont retenues en Fob quand la balance commerciale est reprise au niveau de la balance des paiements

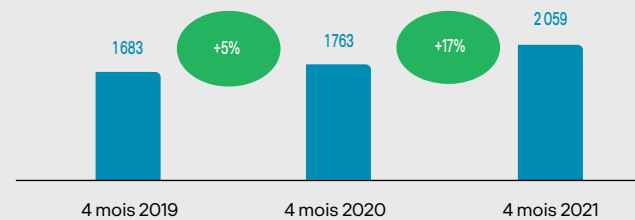
Source : Données BCT

Recettes touristiques, en MDT



Source : Données BCT

Revenus du travail en espèces, en MDT



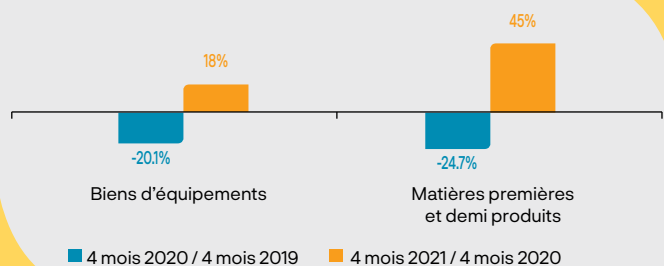
Source : Données BCT

2. Paiements courants

Focus : balance commerciale des biens

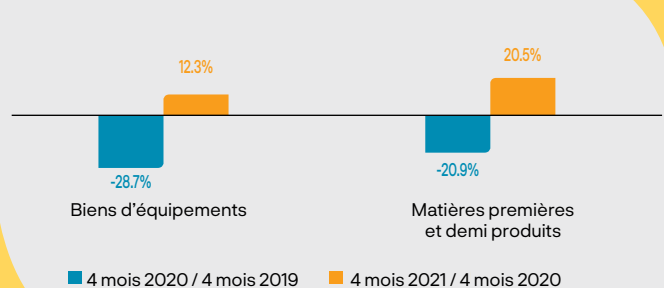
Une reprise des importations des biens d'équipement et de matières premières, reflétant des prémices de reprise économique

Evolution des exportations, en %



Les exportations ont évolué à un rythme supérieur à celui des importations, permettant ainsi d'atténuer le déficit commercial.

Evolution des importations, en %



Source : Données INS

Contraction du déficit énergétique de 40% durant le 1^{er} trimestre, et ce malgré une hausse des prix du pétrole. Cette contraction serait expliquée par la hausse de production du gaz et du pétrole, la hausse de la redevance du gaz algérien et par la baisse des prix du gaz algérien

Evolution du prix du Baril Brent, en \$US/bbl



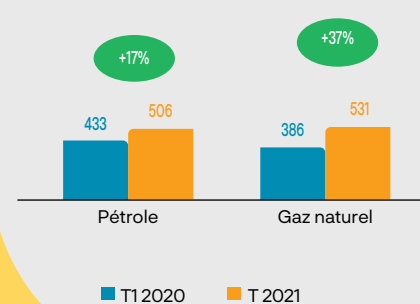
Source : Boursorama

Evolution du prix mensuel moyen du Baril Brent, en \$US/bbl

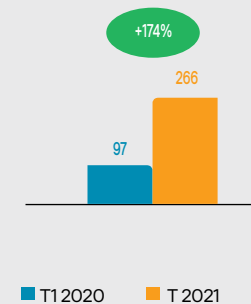
	2020	2021
Janvier	63.6	54.55
Février	55	61.96
Mars	32.98	65.19
Avril	23.34	64.77
Mai	31.02	68.04
Moyenne 5 mois	41.2	62.9

Source : Banque Mondiale

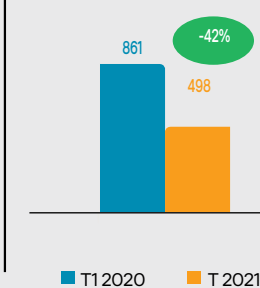
Evolution de la production du gaz et du pétrole, en Ktep-pci



Evolution de la redevance reçue, en Ktep-pci



Evolution des prix du gaz algérien importé, en DT/Tep-pcs²⁹



Source : Conjoncture énergétique, 1^{er} trimestre 2021

29- Le prix du gaz algérien n'est pas parfaitement corrélé au cours du Brent: le prix du gaz algérien est indexé sur un panier de brut : pétrole brut , Gasoil 0.1 , FBTS et FHTS et tient compte de la réalisation des 6 et/ou 9 derniers mois.

3. Taux de change et avoirs en devises

Evolution des avoirs en devises

Réserves en devises	À fin avril 2021	À fin avril 2020	Variation (%)
En Equivalent \$US (*)	7 619	7 341	+3.8%
En Equivalent € (*)	6 320	6 750	-6.4%
En jours d'importation	146	125	+17%

(*) Conversion au taux de change interbancaire du jour d'observation de la valeur

Sources : Données BCT, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

Evolution du taux de change moyen

	Moyenne 4 mois 2021	Moyenne 4 mois 2020	Variation (%)
Taux de change €/DT	3.296	3.142	+4.9%
Taux de change \$US/DT	2.743	2.862	-4.2%

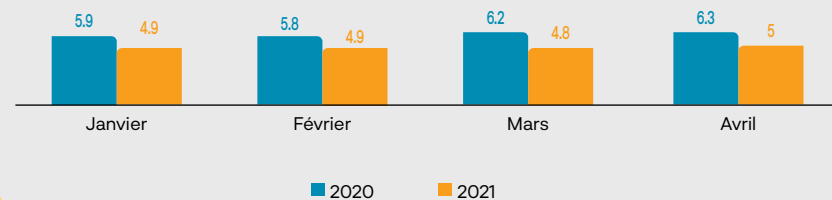
Taux de change à terme (11 mai 2021)

	3 mois	6 mois
Taux de change €/DT	3.372	3.430
Taux de change \$US/DT	2.771	2.813

Sources : Données BCT, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

4. Inflation

Taux d'inflation, en %



Sources : Données INS, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

Focus : Evolution du prix de l'immobilier durant le 1^{er} trimestre 2021 (année de base 2015)

Indice global des prix de l'immobilier : **+7%**

+6.2%



Terrains résidentiels

+6.1%



Appartements

+14.4%



Maisons

Sources : Données INS, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

5. Taux de chômage

	T1 2021	T1 2020
Taux de chômage	17.8%	15.1%

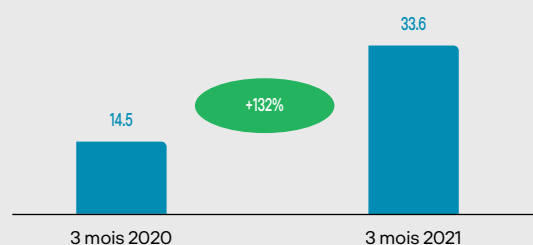
6. Finances Publiques

Réalisation du budget de l'Etat à mars 2021

Recettes	T1 2020	T1 2021	LF 2021	Taux de réalisation	Dépenses	T1 2020	T1 2021	LF 2021	Taux de réalisation
Total recettes fiscales	6 713	7 587	29 825	25%	Rémunération	4 915	5 148	20 118	26%
					Gestion	341	368	1 900	19%
Total recettes non fiscales	1 019	235	2 484	9%	Interventions	1 774	1 554	11 223	14%
					Investissements	669	415	4 033	10%
Dons (C)	0	38	800	5%	Intérêts de la dette	1 084	1 097	4 030	27%
					Dépenses non réparties	-	-	400	-
Total recettes (A)	7 732	7 860	33 109	23%	Total dépenses hors principal de la dette (B)	8 784	8 582	40 203	21%
Déficit budgétaire (A)-(B)-(C)						-1 052	-760	-7 944	13%

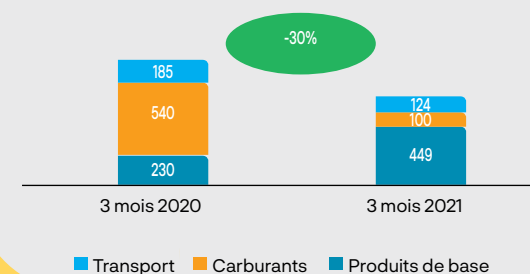
Sources : Données Ministère des finances, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

Redevance Gazoduc, en MDT



Sources : Données Ministère des finances, Calcul Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

Compensation, en MDT



- Une hausse de la compensation des produits de base, expliquée par :

- Hausse des prix des céréales d'environ 15% durant le 1^{er} trimestre, en GA³⁰. Les céréales consomment plus 70% de la compensation des produits de base.

- Une baisse de la compensation des carburants, expliquée par :

- Augmentation des prix des produits pétroliers à la pompe à 2 reprises durant le 1^{er} trimestre 2021 (6 février, 11 mars) dans le cadre du programme d'ajustement périodique des prix produits pétroliers
- Baisse des prix d'importation du gaz algérien (498 \$US/TEP-pcs à fin mars 2021 versus 861 \$US/TEP-pcs à fin mars 2020). Le gaz algérien représente 39% de l'approvisionnement du gaz naturel à fin mars 2021³¹.

30-Tableau de bord, ONAGRI, mars 2021

31- En 2019, et 2020 le gaz algérien représentait plus de 55% du total approvisionnement en gaz naturel

Esquisse de perspectives : l'année 2021 reste marquée par l'incertitude quant aux perspectives de croissance

Prévisions croissance Tunisie

Source	Prévisions 2021
BCT	+3.9% (avril 2021)
Loi de Finances 2021	+4%
FMI	+3.8% (avril 2021)
Banque Mondiale	+4% (juin 2021)

	2019	Atterrissage 2020	Prévisions 2021	Croissance 2021
Variation PIB (à prix constant)	1% (+1.4, selon la nouvelle méthodologie INS)	-8.8% (-9.2, selon la nouvelle méthodologie INS)	+3%	<ul style="list-style-type: none"> Croissance 2021 : un rebond technique grâce à la forte contraction du PIB en 2020 et non pas grâce au redressement des moteurs de croissance. La prévision 2021 correspond au calcul de l'acquis de croissance.
Déficit des paiements courants en % du PIB	-8.8%	-6.8%	~ [8%-9%]	<ul style="list-style-type: none"> L'évolution des paiements courants sera tributaire de plusieurs facteurs : <ul style="list-style-type: none"> - Le prix du baril et son impact sur le déficit énergétique - La reprise de la croissance et son impact sur la hausse des importations - Le taux de change et son impact sur le comportement des TRE - L'évolution de la pandémie et son impact sur l'activité touristique
Inflation (Moyenne)	6.7%	5.6%	~ [5.6%-6.6%]	<ul style="list-style-type: none"> L'éventuelle hausse de la demande, conjuguée à la hausse du prix du pétrole engendrerait une hausse de l'inflation Selon la BCT, le taux d'inflation moyen en 2021 est estimé à 4.9% (mars 2021)

Esquisse de perspectives : l'année 2021 reste marquée par l'incertitude quant aux perspectives de croissance

	2019	Atterrissage 2020	Prévisions 2021	Croissance 2021
Solde budgétaire en % du PIB ³³	-3.6%	-10.4%	-6.6% (-9% pour FMI)	<ul style="list-style-type: none"> La trajectoire du prix du baril les derniers mois et les évolutions actuelles et attendues engendreraient des coûts de compensation supplémentaires. L'effet de cette éventuelle hausse pourrait être atténué en cas de contraction d'une opération de couverture (hedging) Le retard accusé dans la mise en place des mécanismes et modalités pratiques de facilitation d'octroi des financements auraient un impact sur le niveau et le rythme de la reprise de l'activité économique et par ricochet sur la collecte fiscale
Dettes publiques en % du PIB	72.2%	83.5%	92.7%	<ul style="list-style-type: none"> La trajectoire du taux de change (taux de change budgété 1 dinar = 2.8\$US) reste un facteur déterminant quant à l'évolution de la dette publique
Prix du Baril Brent (moyenne)	64 \$US/bbl	42.3 \$US/bbl	~66 \$US/bbl	<ul style="list-style-type: none"> Le prix du pétrole devrait suivre un trend haussier en 2021, notamment que les projections de l'Agence Internationale de l'Energie tablent sur une augmentation de la demande mondiale en 2021 de 5.5 millions bbl/j après une contraction de 8.8 millions bbl/j en 2020

Source : LFR 2- 2020, LF 2021, Fitch ratings, Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique

33- Hors dons et recettes de cession des biens confisqué ;

Esquisse de perspectives : l'année 2021 reste marquée par l'incertitude quant aux perspectives de croissance

Facteurs pouvant impacter positivement la situation économique en 2021



La paix en Libye et l'impact positif sur l'économie tunisienne

- La réconciliation en Libye aurait un impact positif sur les entreprises en Tunisie. Par ailleurs, elle permettrait d'atténuer la pression sur le marché de travail : un potentiel d'environ 100 000 emplois à créer sachant que 1% de croissance supplémentaire permet la création de 16 000 emplois.
- Un niveau de croissance acquise prometteur, qui serait impulsé par la récolte céréalière (valeur ajoutée agricole), la reprise de la consommation et par la contribution (même faible) de l'activité touristique qui serait fort probablement supérieure à celle de 2020.
- La programmation de plusieurs événements internationaux (Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique TICAD, 18^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie).

Facteurs pouvant impacter négativement la situation économique en 2021

L'évolution de l'état sanitaire

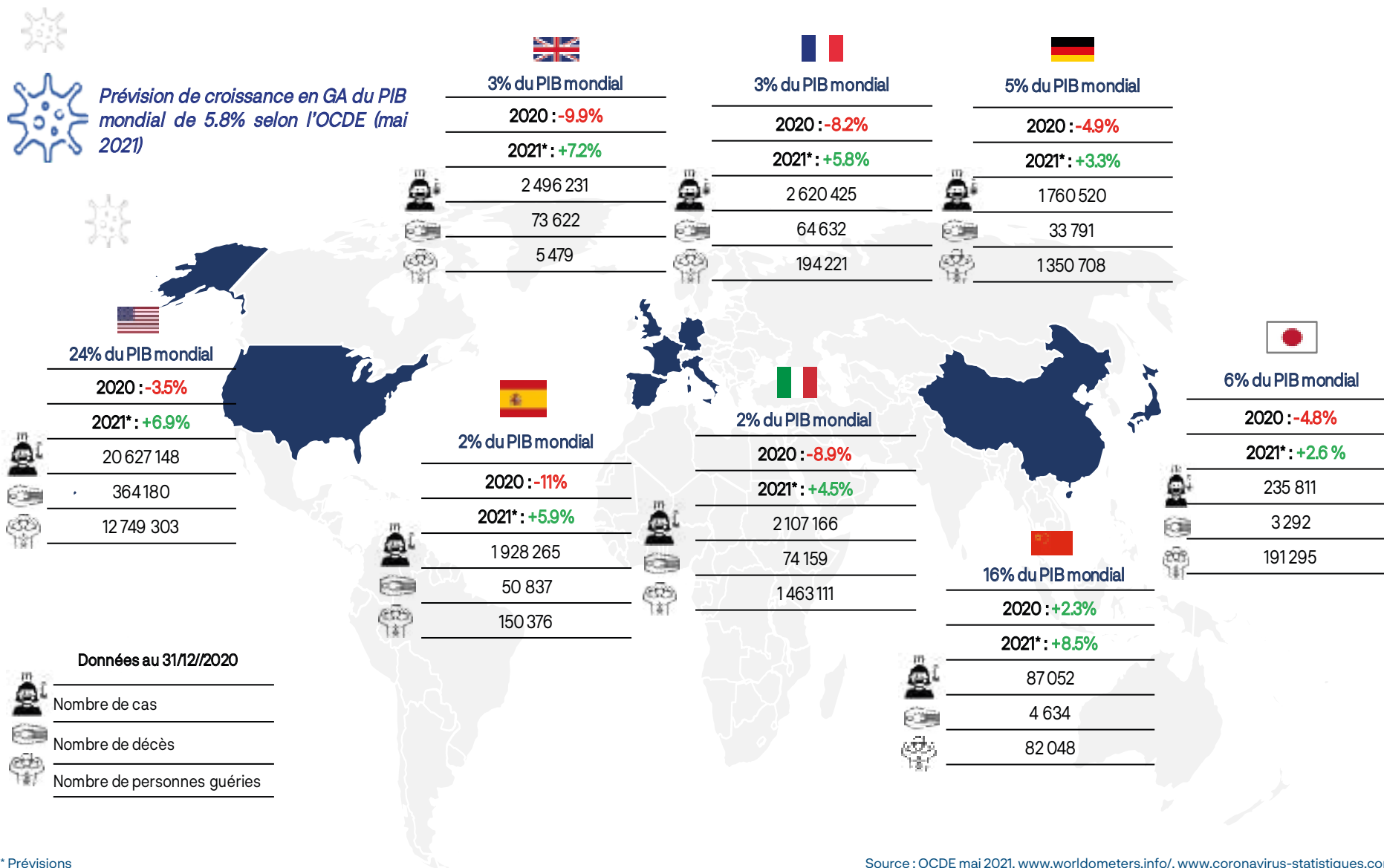
- De nouvelles vagues de la pandémie Covid-19 pourraient aboutir à une révision à la baisse du taux de la croissance acquise : d'où l'impératif vital d'accélérer la campagne de vaccination et d'accroître la disponibilité des vaccins.
- La poursuite des tensions au niveau du budget pourrait rejaillir sur l'économie Tunisienne (effet d'éviction et pression fiscale)

— D. Annexes :

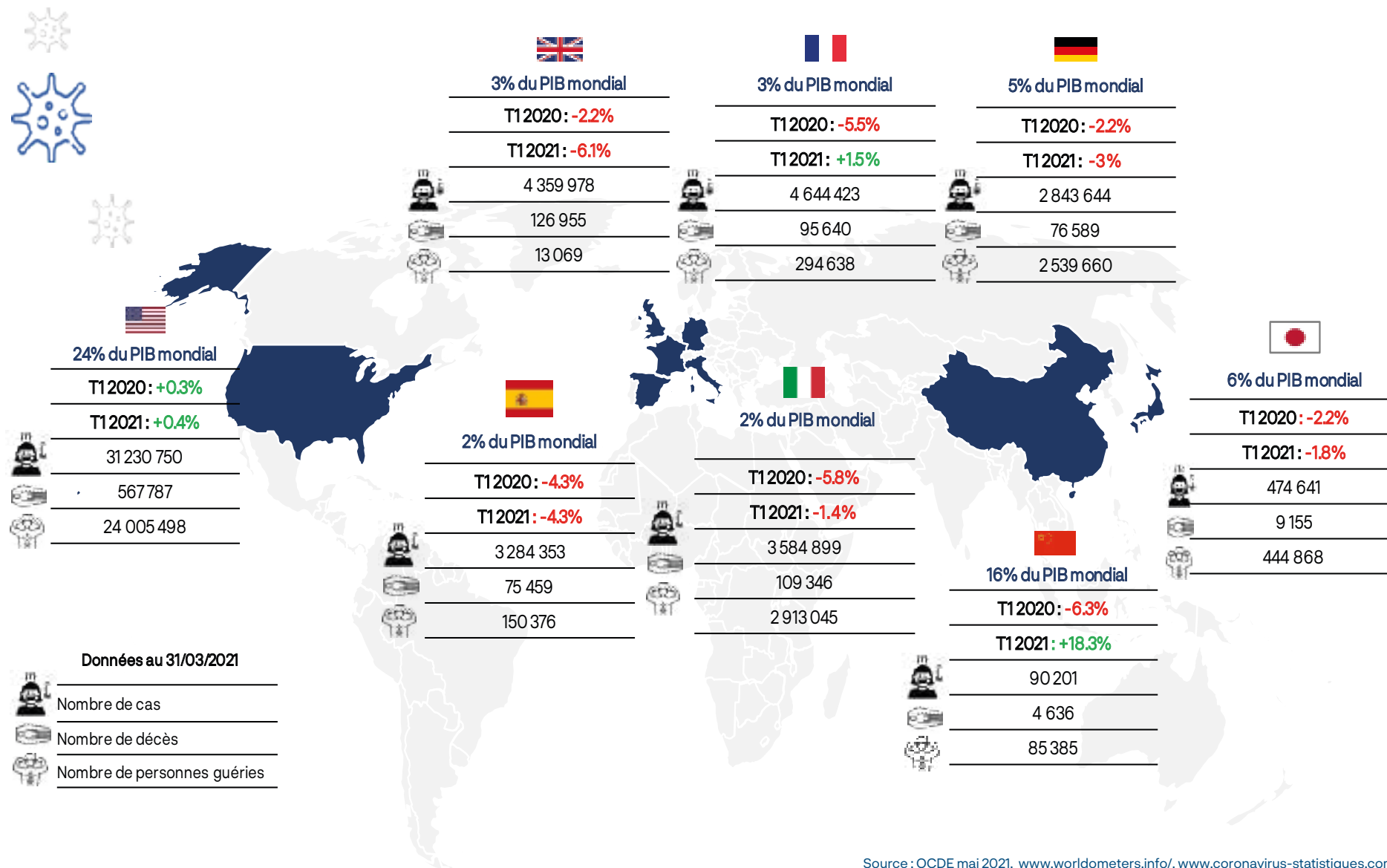
Croissance et situation sanitaire mondiales : Rétrospective 2020 et 1^{er} trimestre 2021



Situation mondiale au 31 décembre 2020 : répercussions de la pandémie sur la plan économique (PIB) et sanitaire














Situation mondiale au 31 mars 2021 : répercussions de la pandémie sur le plan économique (PIB) et sanitaire



Source : OCDE mai 2021, www.worldometers.info/, www.coronavirus-statistiques.com/

Evolution de la vaccination, au 31 mai 2021

	Pays	1 ^{ère} dose	Complètement vacciné	Pourcentage de la population complètement vaccinée
	Tunisie	654 976	303 975	3%
	Maroc	8 674 931	5 468 470	15%
	Turquie	16 628 831	12 542 712	15%
	Allemagne	36 032 273	15 075 587	18%
	France	25 823 117	11 264 950	17%
	Italie	23 546 129	12 118 634	20%
	Espagne	18 178 604	9 405 245	20%
	Royaume-Uni	39 477 158	25 734 719	38%
	Grèce	3 647 975	2 058 287	20%
	Etats-Unis	167 733 972	135 087 319	41%
	Japon	9 774 029	3 436 538	3%

Source : <https://ourworldindata.org>

Pourquoi le Japon est à la traine ?

Le retard accusé par la 3^{ème} Economie mondiale serait expliqué par une combinaison de facteurs liés à une **vigilance médicale excessive** ainsi qu'à **des contraintes bureaucratiques** :

- **Les Japonais sont sceptiques au sujet des vaccins** : historiquement les Japonais ont tendance à être très vigilants à la vaccination en raison de ses éventuels effets secondaires. Dans les années 1990, le Gouvernement a annulé les programmes de vaccinations obligatoires après qu'une décision de justice rendant responsable plusieurs vaccins d'effets secondaires. Par prudence médicale, la loi japonaise oblige la tenue d'essais cliniques au Japon avant d'autoriser un nouveau médicament. **En effet, les vaccins de Moderna et Astrazeneca n'ont été approuvés que le 21 mai 2021.** Avant cette date, le vaccin de Pfizer/BioNTech était l'unique vaccin approuvé au Japon depuis la mi-février.
- **Le vaccin "Made in Japan" peine à décrocher une autorisation** : les obstacles administratifs et juridiques entravent le développement du vaccin japonais. Par exemple les entreprises pharmaceutiques n'arrivent pas à réaliser des essais cliniques à grande échelle, alors qu'il s'agit d'une étape indispensable avant la validation du vaccin.
- **Le Gouvernement a accusé un retard en terme de passation de commande de vaccins** en misant sur les mesures de protection ainsi que la conscience de la population.

AVERTISSEMENT

L'Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique - BIAT ne fait aucune déclaration ou garantie et ne prend aucun engagement envers les lecteurs de ce document, de quelque manière que ce soit au titre des décisions prises sur la base des analyses qui y figurent.

Nos publications se basent sur des données et informations publiques. L'Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique -BIAT n'est en mesure de garantir ni leur véracité ni leur exhaustivité. Les opinions formulées émanent uniquement des rédacteurs.

Les conclusions formulées reflètent une opinion constituée d'éléments disponibles et publics pendant la période de préparation de ladite note. Les avis, opinions et toute autre information figurant dans ce document sont indicatifs et peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans préavis.

Ce document est la propriété de la Banque Internationale Arabe de Tunisie. Il ne peut être dupliqué, copié en partie ou en globalité sans l'accord écrit de la BIAT..

Equipe Prospective, Veille et Recherche Economique - Banque Internationale Arabe de Tunisie

Chief Economist

Oualid Jaafar

Senior Research Project Manager

Asma Bejaoui Karoui



 70-72, Avenue Habib Bourguida - 1000 Tunis

 (+216) 71 131 000 / 31 311 000

 www.biat.com.tn

 [linkedin.com/company/BIAT](https://www.linkedin.com/company/BIAT)

 [BIAT / BanqueInternationaleArabedeTunisie](https://www.facebook.com/BIAT)